

Étude des crédits

2026-2027

**DIRECTEUR DES POURSUITES
CRIMINELLES ET PÉNALES**

Renseignements particuliers de l'opposition officielle

Document préparé par le
Directeur des poursuites criminelles et pénales

Étude des crédits

2026-2027

DIRECTEUR DES POURSUITES
CRIMINELLES ET PÉNALES

Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Demande de renseignements		Page
PLQ.01	Indiquer la somme dépensée en 2025-2026 (prévisions pour 2026-2027) par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).	1
PLQ.02	<p>Pour chacun des organismes, agences ou autres instances relevant du ministère pour l'année 2025-2026, indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) La liste des employés ou des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération; b) La liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat ; inclure leur rémunération; c) La liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat ; inclure leur rémunération et leur CV; d) La liste des personnes ayant démissionné de leur poste; e) Leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation. 	2
PLQ.06	Copie du plan directeur informatique triennal; indiquer les réalisations faites dans les trois dernières années et les prévisions pour 2026-2027. Indiquer également les sommes avancées au ministère de la Justice par le fonds de suppléance du Conseil du trésor pour le développement des services de certification, et ce, pour assurer la sécurité des échanges électroniques impliquant le gouvernement, ses ministères et organismes.	3
PLQ.09	<p>Liste de tous les comités interministériels, comités conjoints, comités-conseils, comités consultatifs, actifs en 2025-2026, dont a fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres instances avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, fournir une copie de tout document produit, et préciser :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Le mandat; b) Les membres; c) Le budget; d) Le montant ventilé pour les frais de déplacements, de repas ou autres; e) Le nombre de rencontres effectuées en 2025-2026; f) Les résultats obtenus en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027. 	4
PLQ.10	<p>Nombre de rencontres Fédérales-Provinciales-territoriales des ministres et des sous-ministres de la Justice en 2025-2026.</p> <p>Indiquer, pour chacune :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Les coûts; b) Les dates et lieux; c) Les personnes présentes; d) Les sujets à l'ordre du jour; e) Les procès-verbaux; f) Les résultats obtenus et les prévisions pour 2025-2026 (inclure une copie de tout rapport et de toute entente renouvelée); g) Les rencontres inscrites à l'agenda pour 2025-2026. 	7
PLQ.11	<p>Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2025-2026 :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Le nom de toutes les campagnes; b) Les coûts de ces campagnes; c) Le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser; d) Les dates de diffusion de la campagne; e) Les objectifs visés par chaque campagne. 	8

Demande de renseignements		Page
PLQ.12	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subvention, le montant global attiré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2025-2026 : a) Le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention; b) Le nom du ou des organismes bénéficiaires; c) Le montant qui leur a été accordé.	10
PLQ.17	Pour 2025-2026, indiquer les sommes investies pour la mise en œuvre de la politique québécoise en matière d'agression sexuelle et les sommes prévues pour l'année 2026-2027. État de situation, au 31 janvier 2026, de sa mise en œuvre.	11
PLQ.50	Liste des mandats accordés en 2025-2026 à des avocats de la pratique privée, à des professeurs de droit ou à des juges par le ministère de la Justice et par tous les autres ministères et organismes du gouvernement. Préciser : a) Le nom et l'adresse du professionnel; b) La description du mandat ; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une prolongation; c) Le coût horaire et le coût total du mandat réalisé jusqu'à maintenant; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une dérogation quant au taux horaire applicable; d) Les prévisions des coûts pour 2026-2027 et pour l'ensemble du mandat confié; e) Le nom de l'étude, du cabinet ou de la société du professionnel, le cas échéant; f) Une comparaison du coût total de ces mandats avec les cinq années financières précédentes, pour chaque ministère et organisme.	12
PLQ.55	Pour 2025-2026, statistiques relatives au nombre de mandats civils, criminels et pénaux octroyés à des avocats et notaires de la pratique privée pour la Direction générale des affaires juridiques et pour la Direction des poursuites criminelles et pénales (DPCP) : a) Joindre la liste des bureaux avec les noms des professionnels qui ont obtenu de tels mandats; b) Ventilation des honoraires versés en indiquant, s'il y a lieu, ceux qui ont fait l'objet d'une dérogation quant au taux horaire applicable; c) Comparaison avec les cinq années financières précédentes.	13
PLQ.56	Au 31 janvier 2026, le nombre de procureurs relevant du DPCP pour chaque district judiciaire.	14
PLQ.57	Pour les trois dernières années, le nombre de procureurs ayant démissionné. Indiquer les dépenses liées à leur départ.	17
PLQ.59	Pour les trois dernières années, le nombre de procureurs en congé d'invalidité, de préretraite, de maternité et en congé sans solde, ventilé par catégorie et par Bureau.	18
PLQ.60	Pour 2024-2025 et 2025-2026, le nombre de procureurs par bureau ayant : a) Moins d'un an de Barreau; b) De 1 à 5 ans de Barreau; c) De 6 à 15 ans de Barreau; d) De 16 à 25 ans de Barreau; e) Plus de 25 ans de Barreau.	19
PLQ.61	Pour 2024-2025 et 2025-2026, le nombre d'heures de formation externe par juridiction et le montant remboursé.	20
PLQ.62	Pour 2024-2025 et 2025-2026, le nombre de postes vacants ou non comblés total et par groupe d'emploi, ventilé par Bureau ainsi que le nombre de jours depuis le début de la vacance.	21
PLQ.63	Pour 2024-2025 et 2025-2026, le nombre de dossiers en attente d'autorisation et le délai d'autorisation.	28

Demande de renseignements		Page
PLQ.65	Nombre de procureurs de la couronne affectés à des dossiers spécialisés en 2025-2026 (ex. : gangs de rue, crimes sexuels, crime organisé, crimes économiques, etc.). Ventilation par catégorie et par district judiciaire.	29
PLQ.66	Concernant le tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale, indiquer et fournir pour les districts de Beauharnois, Bedford, Drummond, Saint-Maurice, Québec, Laval, Saint-François, Montmagny, Mégantic et Mingan : a) la ventilation des effectifs en 2025-2026 et les prévisions d'embauches et de départs pour 2026-2027; b) le nombre de dossiers en matière de violence sexuelle et de violence conjugale traités en 2025-2026 et les délais; c) les coûts engendrés par l'implantation du tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale; d) les prévisions pour 2026-2027.	31
PLQ.69	Pour chaque district judiciaire en 2024-2025 et 2025-2026, le nombre de dossiers reçus et traités.	33
PLQ.70	Évolution par mois des effectifs dans le Nord (notamment juges, travailleurs parajudiciaires, interprètes et procureurs).	35
PLQ.73	Statistiques sur le nombre d'accusés libérés à la suite d'une requête en arrêt des procédures pour délai déraisonnable. Indiquer le nombre de requêtes présentées, le nombre de requêtes entendues, le nombre de procès abandonnés, le nombre de dossiers à risque.	36
PLQ.74	Pour les trois dernières années, pour chaque district judiciaire, le nombre de dossiers qui ont bénéficié de programmes de non-judiciarisation, en indiquant les types d'infraction (vols, voies de fait, etc.).	37
PLQ.75	Tout document préparé visant l'amélioration de l'accompagnement ou du parcours judiciaire d'une victime de violence sexuelle et conjugale.	41
PLQ.77	La liste des procès en matière criminelle qui ont avorté pour 2025-2026. Indiquer le nombre et la nature des accusations qui sont tombées.	43
PLQ.78	Nombre de poursuites intentées par le DPCP à la suite des vérifications de la Commission d'accès à l'information.	44
PLQ.79	Nombre de poursuites intentées par le DPCP à la suite des vérifications du Commissaire au Lobbyisme, par secteur visé par la Loi et effectué en 2025-2026 : a) À la suite d'une plainte; b) De la propre initiative du Commissaire; Indiquer pour chacun des secteurs visés par la Loi : I) L'objet de la poursuite; II) Les sanctions données.	45
PLQ.88	État de situation, incluant les sommes budgétées et dépensées en 2025-2026, de la mise en œuvre du plan « Plan pour moderniser le système de justice 2018-2023 ».	46
PLQ.99	Liste des poursuites intentées par le DPCP à la suite des vérifications ou des enquêtes effectuées par le MAMH ou la Commission municipale auprès de municipalités, d'élus ou de fonctionnaires municipaux.	47
PLQ.100	Nombre de rencontres du comité fédéral-provincial des poursuivants en 2025-2026. Fournir tout document déposé et indiquer : a) Les coûts; b) Les dates et lieux; c) Les personnes présentes; d) Les sujets à l'ordre du jour.	48
PLQ.130	Nombre de poursuites, par région, intentées en 2025-2026 par le DPCP relativement à des infractions à la Charte de la langue française (L.R.Q. chap. C. 11), incluant le tableau des résultats et la ventilation par article.	49

N.B. À moins d'indications contraires, les données présentées dans le cadre de l'étude des crédits sont établies en date du 31 janvier 2026.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements particuliers (PLQ)

Études des crédits 2026-2027

<p>Question 01</p>	<p>INDIQUER LA SOMME DÉPENSÉE EN 2025-2026 (PRÉVISIONS POUR 2026-2027) PAR VOTRE MINISTÈRE ET SES ORGANISMES POUR L'INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION. PRÉCISER S'IL S'AGIT D'ACHATS DE LOGICIELS, DE MATÉRIEL OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ).</p>
----------------------------------	---

Types de dépense	2025-2026 ¹
Logiciels	61 561,99 \$
Matériel	54 226,26 \$
Services professionnels <ul style="list-style-type: none"> • Interne² • Externe 	3 858 144,83 \$ 0 \$
Services de nature technique	386 014,26 \$
Opérations courantes de la Direction générale associée aux technologies de l'information	379 570,75 \$
Sous-total	4 739 518,09 \$
Rémunération interne	3 373 326,90 \$
Total	8 112 844,99 \$

¹ Dépenses réelles enregistrées au système SAGIR en date du 31 janvier 2026.

² Les services professionnels internes incluent un montant de 3 769 824 \$ correspondant aux factures de l'Entente RI avec le MJQ, traitées au 31 janvier 2026. Les dépenses engagées, mais en cours de traitement administratif à cette date, portent le coût total au 31 janvier à 8 796 256 \$.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements particuliers (PLQ)

Études des crédits 2026-2027

<p>Question 02</p>	<p>POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR L'ANNÉE 2025-2026 INDIQUER :</p> <ul style="list-style-type: none">A. LA LISTE DES EMPLOYÉS OU DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, EN INDIQUANT LE POSTE QU'ILS OCCUPENT ET LEUR RÉMUNÉRATION;B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION;C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV;D. LA LISTE DES PERSONNES AYANT DÉMISSIONNÉ DE LEUR POSTE;E. LEURS FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE VOYAGE, DE REPAS ET DE REPRÉSENTATION.
---------------------------	--

Cette question ne s'applique pas au Directeur des poursuites criminelles et pénales puisqu'il n'y a aucun conseil d'administration.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements particuliers (PLQ)

Études des crédits 2025-2026

<p>Question 06</p>	<p>COPIE DU PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE TRIENNAL; INDIQUER LES RÉALISATIONS FAITES DANS LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PRÉVISIONS POUR 2025-2026. INDIQUER ÉGALEMENT LES SOMMES AVANCÉES AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION, ET CE, POUR ASSURER LA SÉCURITÉ DES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES IMPLIQUANT LE GOUVERNEMENT, SES MINISTÈRES ET ORGANISMES.</p>
---------------------------	--

Projet	Statut du projet	Étape en cours
Transcription vidéo	Pilotage	Le pilotage de la solution et la preuve de concept sont en cours. L'avancement est conforme au calendrier.
Mettre en œuvre une solution sécuritaire de partage d'informations avec les partenaires (Sendsecure)	En cours	Un plan de déploiement est en cours pour déployer la solution à l'échelle de la province dans le cadre des comparutions par visioconférence les fins de semaines et de leur implantation sur semaine.
Programme de gestion électronique des dossiers de poursuite	Suspendu	Le projet « <i>Déploiement des solutions d'affaires – Volet criminel</i> » a été suspendu au Tableau de bord des projets en ressources informationnelles du gouvernement du Québec puisque le déploiement des solutions d'affaires exige une révision des efforts en matière de concertation et de coordination avec les parties prenantes concernées. La diversité de l'écosystème technologique et l'arrimage avec les projets des partenaires présentent en effet un défi important pour la réalisation de la transformation numérique du DPCP. Par ailleurs, des travaux de stabilisation des solutions et de rehaussement technologique étaient nécessaires en vue du déploiement des solutions et ainsi assurer leur non-obsolésence et leur sécurité. Aussi, un moratoire est en place sur l'utilisation des solutions alors que des analyses sont en cours en collaboration entre le DPCP et le MJQ afin d'obtenir une confirmation que les solutions peuvent atteindre un niveau de stabilité, de disponibilité, de fiabilité, de performance et de sécurité suffisant ainsi qu'une évaluation des travaux requis sur le plan technologique pour en permettre le déploiement.

Aucune somme n'a été avancée en 2025-2026 par le fonds de suppléance du Conseil du trésor.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements particuliers (PLQ)

Étude des crédits 2026-2027

Question **09**

LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS, COMITÉS CONJOINTS, COMITÉS-CONSEILS, COMITÉS CONSULTATIFS, ACTIFS EN 2025-2026, DONT A FAIT PARTIE LE MINISTÈRE OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, FOURNIR UNE COPIE DE TOUT DOCUMENT PRODUIT, ET PRÉCISER :

- A. LE MANDAT;
- B. LES MEMBRES;
- C. LE BUDGET;
- D. LE MONTANT VENTILÉ POUR LES FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE REPAS OU AUTRES;
- E. LE NOMBRE DE RENCONTRES EFFECTUÉES EN 2025-2026;
- F. LES RÉSULTATS OBTENUS EN 2025-2026 ET LES PRÉVISIONS POUR 2026-2027.

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2025-2026
Comité mixte sur l'entente de communication des renseignements entre le Service correctionnel du Canada et le DPCP	Veiller au bon fonctionnement du protocole d'entente sur la communication des renseignements entre le Service correctionnel du Canada et le DPCP.	M ^e Annouck Balzer M ^e Nicolas Glendenning	1
Comité d'élaboration et de suivi du Plan d'action gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les personnes âgées 2022-2027 (PAM3)	Assurer le suivi de la mise en œuvre du Programme des aînés en maltraitance (PAM).	M ^e Frédérique Bouvier (jusqu'au 22 septembre 2025) M ^e Audrey Roy-Cloutier (jusqu'au 22 septembre 2025) M ^e Julie Pelletier (du 22 septembre au 3 novembre 2025) M ^e Ana-Marina Ionescu (depuis 22 septembre 2025) M ^e Maya Ducasse-Hathi (depuis 3 novembre 2025)	1

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2025-2026
Comité directeur ACCES construction	Contribuer, par des actions concertées, à accroître la conformité des entrepreneurs, des employeurs et des travailleurs du secteur de la construction à l'égard des diverses obligations légales auxquelles ils sont assujettis.	M ^e Karen Bédard M ^e Pierre-Luc Larouche	1
Comité des coordonnateurs ACCES alcool	Déterminer les meilleures pratiques en termes d'inspection et d'enquête et définir le cadre des poursuites qui seront soumises relativement aux lois en matière de boissons alcooliques.	M ^e Étienne Proteau	1
Comité tactique ACCES alcool	Coordonner l'implication des différents partenaires sur les mesures permettant d'assurer l'efficacité du programme visant à contrer l'économie souterraine.	M ^e Étienne Proteau	2
Comité ACCES cannabis	Rechercher des solutions permettant de rendre moins accessible le cannabis illicite.	M ^e Kathy Bergeron M ^e Marc-Olivier Vachon-Lavallée M ^e Marie-Ève Orlup M ^e Paul Mercier	2
Comité Actions concertées contre l'économie souterraine du Tabac (ACCES Tabac)	Coordonner l'implication des différents partenaires sur les mesures permettant d'assurer l'efficacité du programme visant à contrer l'économie souterraine du tabac.	M ^e Paul Mercier	2
Comité Actions concertées contre les crimes économiques et financiers (ACCEF)	Coordonner l'implication des différents partenaires sur les mesures permettant d'assurer l'efficacité du programme visant à contrer les crimes économiques et financiers.	M ^e Paul Mercier	2

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2025-2026
Table ronde nationale des procureurs responsables de la surveillance de la police	Partager des informations et discuter des approches face aux problèmes émergents (questions juridiques, modifications législatives)	M ^e Catherine Chagnon M ^e Sarah Tridi M ^e Karine Therrien	1
Comité interministériel - Radars photos	Le Comité fixe les orientations quant à la révision du modèle actuel, notamment en ce qui a trait aux stratégies d'opération, au traitement des infractions et au partage des rôles et responsabilités avec les municipalités qui souhaiteraient participer au programme.	M ^e Karen Bédard	5

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements particuliers (PLQ)

Étude des crédits 2026-2027

Q uestion 10	NOMBRE DE RENCONTRES FÉDÉRALES-PROVINCIALES TERRITORIALES DES MINISTRES ET DES SOUS-MINISTRES DE LA JUSTICE EN 2025-2026. INDIQUER, POUR CHACUNE : A. LES COÛTS ; B. LES DATES ET LIEUX ; C. LES PERSONNES PRÉSENTES ; D. LES SUJETS À L'ORDRE DU JOUR ; E. LES PROCÈS-VERBAUX ; F. LES RÉSULTATS OBTENUS ET LES PRÉVISIONS POUR 2025-2026 (INCLURE UNE COPIE DE TOUT RAPPORT ET DE TOUTE ENTENTE RENOUVELÉE) ; G. LES RENCONTRES INSCRITES À L'AGENDA POUR 2025-2026 ET 2026-2027
----------------------------	--

Date	Lieux	Personnes présentes	Coût
16 au 18 juin 2025	Saint John	Denisa Chrastinova (virtuel)	0 \$
15 au 17 octobre 2025	Kananaskis	Denisa Chrastinova (virtuel)	0 \$

Les ordres du jour et les procès-verbaux sont confidentiels puisque ces rencontres se tiennent à huis clos.

Ces documents sont protégés en vertu des articles 18 et 19 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, puisqu'ils ont été obtenus d'un autre gouvernement ou sont constitués de renseignements dont la divulgation porterait vraisemblablement préjudice à la conduite de relations qu'entretient le gouvernement du Québec avec d'autres gouvernements.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements particuliers (PLQ)

Études des crédits 2026-2027

<p>Question 11</p>	<p>POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, CONCERNANT LES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION, FOURNIR POUR 2025-2026 :</p> <p>A. LE NOM DE TOUTES LES CAMPAGNES; B. LES COÛTS DE CES CAMPAGNES; C. LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL RETENU POUR LA RÉALISER; D. LES DATES DE DIFFUSION DE LA CAMPAGNE; E. LES OBJECTIFS VISÉS PAR CHAQUE CAMPAGNE.</p>
----------------------------------	--

Nom de la campagne	Coûts	Firme	Diffusion	Objectif visé
Promotion du processus de qualification à la fonction de procureur pour le Bureau de l'Est du Québec et le Bureau du Nord-du-Québec	199 \$	Meta	Du 31 mars au 29 avril 2025	Susciter des candidatures pour les emplois de procureurs offerts au DPCP
Promotion de l'appel de candidatures des stagiaires du Barreau pour le Bureau de l'Ouest du Québec	36 \$	Meta	Du 17 au 24 novembre 2025	Susciter davantage de candidatures pour les stages du Barreau pour ce secteur au DPCP
Affichage de l'offre d'emploi de psychologue sur le site de l'Ordre des psychologues du Québec	546 \$	Ordre des psychologues du Québec	13 novembre au 3 décembre 2025	Susciter des candidatures pour l'emploi offert au DPCP
L'accompagnement des personnes victimes dans le processus judiciaire (collaboration avec Plaidoyer Victimes)	0 \$	DCOM	9 avril 2025 au 21 janvier 2026	Mettre en lumière différentes mesures d'accompagnement et de protection des personnes victimes afin de faciliter leur participation au processus judiciaire criminel.
La conduite automobile chez les jeunes (collaboration avec la SAAQ)	0 \$	DCOM	27 mai 2025 au 17 juin 2025	Informers les jeunes conducteurs sur les conséquences en cas d'infraction routière.
5 mythes concernant les personnes victimes et les survivants d'actes criminels	0 \$	DCOM	13 mai 2025 au 27 août 2025	Déconstruire des mythes entourant les personnes victimes ou survivantes d'actes criminels.
Le rôle du procureur auprès d'une personne victime ambivalente	0 \$	DCOM	2 décembre 2025 au 9 janvier 2026	Expliquer la réalité juridique et humaine des dossiers de violence conjugale notamment, en montrant comment les procureurs du DPCP concilient la recherche de justice, la sécurité des personnes victimes et le respect de leurs choix, afin de mieux faire comprendre pourquoi certaines affaires ne se traduisent pas toujours par une condamnation.

Nom de la campagne	Coûts	Firme	Diffusion	Objectif visé
Campagne dans le cadre des 12 jours d'action contre la violence faite aux femmes et aux filles	0 \$	DCOM	25 novembre 2025 au 6 décembre 2025	Sensibiliser le public à la violence faite aux femmes et rappeler l'importance des ressources disponibles pour les personnes victimes, notamment la Ligne info DPCP. Mettre en lumière l'action concrète du DPCP, que ce soit par la participation à l'Opération nationale concertée VPI ou par la clarification de notions juridiques comme les dénonciations croisées.
Total :	781 \$			

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements particuliers (PLQ)

Études des crédits 2026-2027

Question **12**

POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, LA LISTE DES PROGRAMMES DE FINANCEMENT OU DE SUBVENTION, LE MONTANT GLOBAL ATTRIBUÉ AU PROGRAMME, LA DIRECTION DU MINISTÈRE OU L'ORGANISME QUI EN A LA GESTION, EN INDIQUANT POUR CHACUN, POUR 2025-2026 :

- A. LE NOM ET LA NATURE DES PROJETS QUI ONT OBTENU UN FINANCEMENT OU UNE SUBVENTION ;
- B. LE NOM DU OU DES ORGANISMES BÉNÉFICIAIRES ;
- C. LE MONTANT QUI LEUR A ÉTÉ ACCORDÉ.

Aucun.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements particuliers (PLQ)

Étude des crédits 2026-2027

Question 17	POUR 2025-2026, INDIQUER LES SOMMES INVESTIES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE ET LES SOMMES PRÉVUES POUR L'ANNÉE 2026-2027. ÉTAT DE SITUATION, AU 31 JANVIER 2026, DE SA MISE EN ŒUVRE
--------------------	---

Le 28 octobre 2016, le gouvernement du Québec, en collaboration avec le ministère de la Justice du Québec et les partenaires, a lancé la *Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021 (Stratégie VS 2016-2021)*. Cette stratégie comportait 55 actions dont le principal objectif était d'apporter des solutions novatrices aux problématiques en matière d'agressions sexuelles et d'exploitation sexuelle.

La *Stratégie VS 2016-2021* a été prolongée jusqu'au 19 juin 2022, veille du lancement de la *Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027 (Stratégie SIV 2022-2027)*.

Le Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP), dans le cadre de la plus récente *Stratégie SIV 2022-2027*, est porteur de la mesure suivante : Augmenter au sein du DPCP le nombre d'effectifs affectés aux dossiers en matière de violence sexuelle (action 26).

Cette mesure a permis l'embauche de 20 procureurs aux poursuites criminelles et pénales (procureurs) et de 13 membres du personnel administratif, en plus de la prolongation de 11 postes en violence sexuelle, dont 10 postes de procureurs ont été pérennisés, pour un total de 44 postes (action 26).

Pour l'année 2025-2026, un budget de 7 821 400 \$ a été octroyé au DPCP en lien avec la mise en place de la *Stratégie SIV 2022-2027*.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements particuliers (PLQ)

Études des crédits 2026-2027

Question **50**

LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2025-2026 À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, À DES PROFESSEURS DE DROIT OU À DES JUGES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT.

PRÉCISER :

- A. LE NOM ET L'ADRESSE DU PROFESSIONNEL;
- B. LA DESCRIPTION DU MANDAT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION;
- C. LE COÛT HORAIRE ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT JUSQU'À MAINTENANT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;
- D. LES PRÉVISIONS DES COÛTS POUR 2026-2027 ET POUR L'ENSEMBLE DU MANDAT CONFIE;
- E. LE NOM DE L'ÉTUDE, DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL, LE CAS ÉCHANT;
- F. UNE COMPARAISON DU COÛT TOTAL DE CES MANDATS AVEC LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES, POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME.

La somme allouée à l'externe des mandats accordés à des avocats de la pratique privée, à des professeurs de droit ou à des juges s'élève à 185 586 \$¹. Les détails en lien avec les services rendus sont de nature confidentielle.

¹ La méthode de calcul a été ajustée afin de rendre compte des mandats juridiques qui ont été en cours pendant la période du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026 au lieu de compiler les mandats actifs en date du 31 janvier 2026.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements particuliers (PLQ)

Études des crédits 2026-2027

Question **55**

POUR 2025-2026, STATISTIQUES RELATIVES AU NOMBRE DE MANDATS CIVILS, CRIMINELS ET PÉNAUX OCTROYÉS À DES AVOCATS ET À DES NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET POUR LA DIRECTION DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (DPCP) :

- A. JOINDRE LA LISTE DES BUREAUX AVEC LES NOMS DES PROFESSIONNEL(LE)S QUI ONT OBTENU DE TELS MANDATS;
- B. VENTILATION DES HONORAIRES VERSÉS EN INDIQUANT, S'IL Y A LIEU, CEUX QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;
- C. COMPARAISON AVEC LES CINQ ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES.

La somme allouée à l'externe pour des mandats civils, criminels ou pénaux octroyés à des avocats ou à des notaires de la pratique privée s'élève, au total, à 128 947 \$¹. Les détails en lien avec les services rendus sont de nature confidentielle.

¹ La méthode de calcul a été ajustée afin de rendre compte des mandats juridiques qui ont été en cours pendant la période du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026 au lieu de compiler les mandats actifs en date du 31 janvier 2026.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements particuliers (PLQ)

Études des crédits 2026-2027

Question **56**

AU 31 JANVIER 2026 LE NOMBRE DE PROCUREURS RELEVANT DU DPCP
POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE

District judiciaire	Nombre	Total district
QUÉBEC		125
Québec	56	
Bureau du directeur	1	
Secrétariat général	4	
Service de la gestion des biens saisis	8	
Direction des communications	2	
Bureau des mandats organisationnels	0	
Bureau des affaires pénales	20	
Bureau du service juridique	22	
Bureau des affaires de la jeunesse	7	
Bureau de la grande criminalité et des affaires spéciales	3	
Bureau de service-conseil	2	
CHARLEVOIX		2
La Malbaie	2	
MONTMAGNY		2
Montmagny	2	
BEAUCE		6
Saint-Joseph-de-Beauce	5	
Baie-Comeau	1	
RIMOUSKI		17
Matane	5	
Rimouski	7	
Bureau des mandats organisationnels	0	
Bureau des affaires pénales	2	
Bureau des affaires de la jeunesse	2	
Bureau de service-conseil	0	
Bureau du service juridique	1	
KAMOURASKA		10
Rivière-du-Loup	9	
Bureau des affaires pénales	0	
Bureau des affaires de la jeunesse	1	
Bureau des mandats organisationnels	0	
GASPÉ		6
Percé	4	
Bureau de service-conseil	2	
BONAVENTURE		5
New Carlisle	4	
Bureau des affaires pénales	1	
BAIE-COMEAU		5
Baie-Comeau	4	
Bureau des affaires pénales	1	
MINGAN		10
Sept-Îles	8	
Bureau des affaires de la jeunesse	2	

District judiciaire	Nombre	Total district
ROBERVAL		9
Roberval	7	
Bureau des affaires de la jeunesse	1	
Bureau de service-conseil	1	
CHICOUTIMI		17
Saguenay	14	
Bureau des affaires pénales	2	
Bureau des affaires de la jeunesse	1	
Bureau de service-conseil	0	
ALMA		2
Alma	1	
Roberval	1	
Bureau de service-conseil	0	
TROIS-RIVIÈRES		25
Trois-Rivières	18	
Bureau des mandats organisationnels	0	
Bureau des affaires pénales	2	
Bureau du service juridique	1	
Bureau des affaires de la jeunesse	2	
Bureau de service-conseil	2	
ARTHABASKA		5
Victoriaville	5	
SAINT-MAURICE		9
La Tuque	2	
Shawinigan	7	
Bureau de service-conseil	0	
DRUMMOND		9
Drummondville	8	
Bureau de service-conseil	1	
SAINT-FRANÇOIS		26
Sherbrooke	19	
Bureau des mandats organisationnels	0	
Bureau des affaires pénales	2	
Bureau des affaires de la jeunesse	3	
Bureau de service-conseil	1	
Bureau du service juridique	1	
BEDFORD		15
Granby	12	
Bureau des affaires de la jeunesse	1	
Bureau des mandats organisationnels	0	
Bureau de service-conseil	2	
FRONTENAC		3
Thetford Mines	3	
LONGUEUIL		66
Longueuil	48	
Bureau des affaires pénales	7	
Bureau des affaires de la jeunesse	9	
Bureau de service-conseil	2	
IBERVILLE		9
Saint-Jean-sur-Richelieu	8	
Bureau de service-conseil	1	
BEAUHARNOIS		27
Salaberry-de-Valleyfield	21	
Bureau des affaires pénales	2	
Bureau des affaires de la jeunesse	3	
Bureau de service-conseil	1	

District judiciaire	Nombre	Total district
RICHELIEU Sorel-Tracy Bureau de service-conseil Saint-Hyacinthe	5 2 1	8
SAINT-HYACINTHE Saint-Hyacinthe Bureau de service-conseil Bureau de la grande criminalité et des affaires spéciales	15 2 0	17
MONTRÉAL Amos* Montréal Bureau des mandats organisationnels Bureau des affaires pénales Bureau du service juridique Bureau des affaires de la jeunesse Bureau de la grande criminalité et des affaires spéciales Bureau de service-conseil Direction des communications Bureau du directeur	6 127 0 15 15 14 61 4 0 1	243
TERREBONNE Saint-Jérôme Bureau des affaires pénales Bureau des affaires de la jeunesse Bureau de service-conseil Laval	31 4 5 4 1	45
ABITIBI Amos Val-d'Or Bureau des affaires de la jeunesse Bureau de service-conseil Service de la gestion des biens saisis	14 9 1 2 1	27
LABELLE Maniwaki Mont-Laurier Bureau des affaires de la jeunesse	2 3 1	6
GATINEAU Gatineau Bureau des affaires pénales Bureau des affaires de la jeunesse Val-d'Or	32 2 3 1	38
ROUYN-NORANDA Rouyn-Noranda Bureau des affaires pénales Bureau des affaires de la jeunesse	8 2 1	11
LAVAL Laval Bureau des affaires pénales Bureau des affaires de la jeunesse Bureau du directeur Bureau de la grande criminalité et des affaires spéciales Bureau de service-conseil	26 4 3 0 2 0	35
JOLIETTE Joliette Bureau des affaires pénales Bureau des affaires de la jeunesse Bureau des mandats organisationnels Bureau de service-conseil	24 2 3 0 6	35
Grand Total	875	875

Les données sont extraites de SAGIR, en date du 31 janvier 2026. Elles incluent les procureurs en chef et les procureurs en chef adjoints.

* Procureurs du bureau d'Amos travaillant à partir de Montréal.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements particuliers (PLQ)

Études des crédits 2026-2027

Question **57**

POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, LE NOMBRE DE PROCUREURS AYANT DÉMISSIONNÉ. INDIQUER LES DÉPENSES LIÉES À LEUR DÉPART.

Pour 2025-2026, 14 procureurs ont démissionné. Aucun coût n'est relié à ces démissions.

Le nombre de démissions exclut les procureurs ayant démissionné en raison d'une nomination à titre de juge ou à un emploi supérieur pendant l'exercice 2025-2026.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements particuliers (PLQ)

Études des crédits 2026-2027

Question **59**

POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, LE NOMBRE DE PROCUREURS EN CONGÉ D'INVALIDITÉ, DE PRÉRETRAITE, DE MATERNITÉ ET EN CONGÉ SANS SOLDE, VENTILÉ PAR CATÉGORIE ET PAR BUREAU.

Nombre de procureurs en fonction du statut de paie au cours des trois dernières années

Statut	2025-2026
Préretraite	0
Congé de maternité ¹	12
Congé sans salaire	35
Assurance-salaire	25
Total	72

Source : SAGIR au 31 janvier pour l'année 2025-2026.

¹ Il s'agit du nombre de procureures qui se trouvent en congé de maternité depuis moins que 22 semaines. Les personnes en « congé de maternité » à compter de la 22^e semaine sont inclus dans la catégorie « congé sans salaire ».

Dans le but de préserver la confidentialité et de réduire les risques de réidentification du personnel, la ventilation des données par bureau n'est pas possible.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements particuliers (PLQ)

Études des crédits 2026-2027

Question **60**

POUR 2024-2025 ET 2025-2026, LE NOMBRE DE PROCUREURS PAR BUREAU AYANT :

- A) MOINS D'UN AN DE BARREAU;
- B) DE 1 À 5 ANS DE BARREAU;
- C) DE 6 À 15 ANS DE BARREAU;
- D) DE 16 À 25 ANS DE BARREAU;
- E) PLUS DE 25 ANS DE BARREAU.

Les informations relatives à l'inscription d'un avocat à titre de membre de l'Ordre du Barreau du Québec sont disponibles à l'adresse suivante :

[Membres de l'Ordre – Ressources et obligations | Barreau du Québec.](#)

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements particuliers (PLQ)

Études des crédits 2026-2027

Question **61**

POUR 2024-2025 ET 2025-2026, LE NOMBRE D'HEURES DE FORMATION EXTERNE PAR JURIDICTION ET LE MONTANT REMBOURSÉ.

L'information fournie en lien avec les dépenses en matière de formation est incluse dans celles diffusées sur une base trimestrielle sur le site Quebec.ca en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (article 4, paragraphes 22 et 23).

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministeres-et-organismes/directeur-poursuites-criminelles-penales/acces-information/depenses-salaires#c139198>

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements particuliers (PLQ)

Études des crédits 2026-2027

Question 62

POUR 2024-2025 ET 2025-2026, LE NOMBRE DE POSTES VACANTS OU NON COMBLÉS TOTAL ET PAR GROUPE D'EMPLOI, VENTILÉ PAR BUREAU AINSI QUE LE NOMBRE DE JOURS DEPUIS LE DÉBUT DE LA VACANCE.

Liste des postes vacants et non occupés en date du 31 janvier 2026

Organisation	Bureau	Catégorie d'emploi	Date début de la vacance ¹	Nombre de jours entre la date de début de la vacance et la date de référence soit le 31 janvier 2026 ²
Bureau de la grande criminalité et des affaires spéciales	0246 3246190 Bureau de la grande criminalité et des affaires spéciales	Procureurs	2025-02-10	255
Bureau de la grande criminalité et des affaires spéciales	0246 3246190 Bureau de la grande criminalité et des affaires spéciales	Procureurs	2025-02-10	255
Bureau de la grande criminalité et des affaires spéciales	0246 3246190 Bureau de la grande criminalité et des affaires spéciales	Techniciens et assimilés	2024-04-01	480
Bureau de la grande criminalité et des affaires spéciales	0246 3246190 Bureau de la grande criminalité et des affaires spéciales	Techniciens et assimilés	2024-08-19	380
Bureau de la grande criminalité et des affaires spéciales	0246 3246190 Bureau de la grande criminalité et des affaires spéciales	Techniciens et assimilés	2024-10-31	327
Bureau de la grande criminalité et des affaires spéciales	0246 3246190 Bureau de la grande criminalité et des affaires spéciales	Techniciens et assimilés	2026-01-31	0
Nombre de postes vacants ou non comblés Bureau de la grande criminalité et des affaires spéciales				6

¹ La date de vacance du poste est susceptible de varier selon les ajustements apportés au système; elle doit donc être interprétée avec précaution. La durée de vacances de certains postes peut s'expliquer par le fait qu'un poste pourrait se libérer à un endroit, puis éventuellement être transféré ailleurs en raison de besoins plus importants afin de répondre à la mission de poursuite. Au surplus, les délais impératifs à la dotation des postes peuvent également expliquer les délais.

² Nombre de jours ouvrables (Jours fériés inclus).

Organisation	Bureau	Catégorie d'emploi	Date début de la vacance ¹	Nombre de jours entre la date de début de la vacance et la date de référence soit le 31 janvier 2026 ²
Bureau de l'Est-du-Québec	0246 3246123 Matane	Procureurs	2025-02-10	255
Bureau de l'Est-du-Québec	0246 3246123 Matane	Techniciens et assimilés	2025-02-14	251
Bureau de l'Est-du-Québec	0246 3246126 Rivière-du-Loup	Procureurs	2025-10-31	66
Nombre de postes vacants ou non comblés Bureau de l'Est-du-Québec				3
Bureau de l'Ouest du Québec	0246 3246173 Salaberry-de-Valleyfield	Procureur en chef	2025-11-07	61
Bureau de l'Ouest du Québec	0246 3246173 Salaberry-de-Valleyfield	Procureurs	2026-01-19	10
Nombre de postes vacants ou non comblés Bureau de l'Ouest du Québec				2
Bureau de Montréal	0246 3246159 Montréal	Procureur en chef adjoint	2025-11-06	62
Bureau de Montréal	0246 3246159 Montréal	Procureurs	2025-12-17	33
Bureau de Montréal	0246 3246159 Montréal	Procureurs	2025-11-14	56
Bureau de Montréal	0246 3246159 Montréal	Personnel de bureau	2025-12-31	23
Bureau de Montréal	0246 3246159 Montréal	Personnel de bureau	2026-01-08	17
Bureau de Montréal	0246 3246159 Montréal	Techniciens et assimilés	2025-11-29	45
Bureau de Montréal	0246 3246159 Montréal	Techniciens et assimilés	2025-10-21	74
Nombre de postes vacants ou non comblés Bureau de Montréal				7
Bureau de Québec	0246 3246112 Thetford Mines	Procureurs	2025-02-10	255

Organisation	Bureau	Catégorie d'emploi	Date début de la vacance ¹	Nombre de jours entre la date de début de la vacance et la date de référence soit le 31 janvier 2026 ²
Bureau de Québec	0246 3246116 Saint-Joseph-de-Beauce	Techniciens et assimilés	2025-05-05	195
Bureau de Québec	0246 3246117 Québec	Procureurs	2026-01-19	10
Bureau de Québec	0246 3246117 Québec	Procureur en chef adjoint	2025-08-01	131
Bureau de Québec	0246 3246117 Québec	Procureur en chef adjoint	2025-11-17	55
Bureau de Québec	0246 3246117 Québec	Personnel de bureau	2025-12-01	45
Bureau de Québec	0246 3246117 Québec	Techniciens et assimilés	2025-10-04	85
Bureau de Québec	0246 3246117 Québec	Techniciens et assimilés	2026-01-08	17
Nombre de postes vacants ou non comblés Bureau de Québec			8	
Bureau de service-conseil	0246 3246183 Bureau de service-conseil	Procureur en chef	2025-12-15	35
Bureau de service-conseil	0246 3246183 Bureau de service-conseil	Procureurs	2025-12-10	38
Bureau de service-conseil	0246 3246183 Bureau de service-conseil	Techniciens et assimilés	2025-12-15	35
Nombre de postes vacants ou non comblés Bureau de service-conseil			3	
Bureau des affaires de la jeunesse	0246 3246185 Bureau des affaires de la jeunesse	Procureurs	2026-01-26	5
Bureau des affaires de la jeunesse	0246 3246185 Bureau des affaires de la jeunesse	Personnel de bureau	2025-10-07	84
Bureau des affaires de la jeunesse	0246 3246185 Bureau des affaires de la jeunesse	Techniciens et assimilés	2025-11-08	60
Nombre de postes vacants ou non comblés Bureau des affaires de la jeunesse			3	

Organisation	Bureau	Catégorie d'emploi	Date début de la vacance ¹	Nombre de jours entre la date de début de la vacance et la date de référence soit le 31 janvier 2026 ²
Bureau des affaires pénales	0246 3246107 Bureau des affaires pénales	Personnel de bureau	2025-08-16	120
Bureau des affaires pénales	0246 3246107 Bureau des affaires pénales	Personnel de bureau	2025-11-29	45
Bureau des affaires pénales	0246 3246107 Bureau des affaires pénales	Techniciens et assimilés	2025-12-15	35
Nombre de postes vacants ou non comblés Bureau des affaires pénales			3	
Bureau du Centre-du-Québec	0246 3246138 Joliette	Personnel de bureau	2026-01-12	15
Bureau du Centre-du-Québec	0246 3246142 Laval	Procureur en chef adjoint	2025-12-01	45
Bureau du Centre-du-Québec	0246 3246142 Laval	Personnel de bureau	2025-12-06	40
Bureau du Centre-du-Québec	0246 3246142 Laval	Personnel de bureau	2025-12-08	40
Bureau du Centre-du-Québec	0246 3246143 Saint-Jérôme	Procureurs	2026-01-12	15
Bureau du Centre-du-Québec	0246 3246143 Saint-Jérôme	Techniciens et assimilés	2025-10-30	67
Nombre de postes vacants ou non comblés Bureau du Centre-du-Québec			6	
Bureau du directeur	0246 3246106 Bureau du directeur	Professionnels	2026-01-04	20
Bureau du directeur	0246 3246106 Bureau du directeur	Professionnels	2025-12-15	35
Bureau du directeur	0246 3246106 Bureau du directeur	Techniciens et assimilés	2025-12-15	35
Nombre de postes vacants ou non comblés Bureau du directeur			3	
Bureau du Nord-du-Québec	0246 3246176 Val-d'Or	Procureur en chef adjoint	2025-08-01	131

Organisation	Bureau	Catégorie d'emploi	Date début de la vacance ¹	Nombre de jours entre la date de début de la vacance et la date de référence soit le 31 janvier 2026 ²
Bureau du Nord-du-Québec	0246 3246177 Rouyn-Noranda	Procureurs	2025-10-06	85
Bureau du Nord-du-Québec	0246 3246178 Amos	Procureur en chef adjoint	2025-08-01	131
Bureau du Nord-du-Québec	0246 3246178 Amos	Procureurs	2025-12-08	40
Nombre de postes vacants ou non comblés Bureau du Nord-du-Québec			4	
Bureau du service juridique	0246 3246108 Bureau du service juridique	Procureur en chef adjoint	2025-12-15	35
Bureau du service juridique	0246 3246108 Bureau du service juridique	Procureurs	2026-01-26	5
Bureau du service juridique	0246 3246108 Bureau du service juridique	Procureurs	2025-12-15	35
Bureau du service juridique	0246 3246108 Bureau du service juridique	Professionnels	2025-11-27	47
Nombre de postes vacants ou non comblés Bureau du service juridique			4	
Bureau du Sud du Québec	0246 3246146 Granby	Procureurs	2026-01-23	6
Bureau du Sud du Québec	0246 3246147 Sherbrooke	Procureurs	2026-01-05	20
Bureau du Sud du Québec	0246 3246147 Sherbrooke	Procureurs	2025-11-03	65
Bureau du Sud du Québec	0246 3246154 Saint-Hyacinthe	Techniciens et assimilés	2026-01-14	13
Bureau du Sud du Québec	0246 3246155 Longueuil	Procureur en chef adjoint	2025-11-28	46
Bureau du Sud du Québec	0246 3246155 Longueuil	Procureur en chef adjoint	2024-08-15	382
Bureau du Sud du Québec	0246 3246155 Longueuil	Cadres	2025-10-23	72
Nombre de postes vacants ou non comblés Bureau du Sud du Québec			7	

Organisation	Bureau	Catégorie d'emploi	Date début de la vacance ¹	Nombre de jours entre la date de début de la vacance et la date de référence soit le 31 janvier 2026 ²
Direction des communications	0246 3246104 Direction des communications	Procureurs	2025-11-29	45
Direction des communications	0246 3246104 Direction des communications	Professionnels	2025-12-15	35
Nombre de postes vacants ou non comblés Direction des communications			2	
Direction des ressources financières et matérielles	0246 3246202 Direction des ressources financières et matérielles	Cadres	2025-12-15	35
Direction des ressources financières et matérielles	0246 3246202 Direction des ressources financières et matérielles	Professionnels	2025-12-15	35
Direction des ressources financières et matérielles	0246 3246202 Direction des ressources financières et matérielles	Professionnels	2025-11-14	56
Nombre de postes vacants ou non comblés Direction des ressources financières et matérielles			3	
Direction générale associée aux technologies de l'information	0246 3246203 Direction générale associée aux technologies de l'information	Professionnels	2025-12-15	35
Direction générale associée aux technologies de l'information	0246 3246203 Direction générale associée aux technologies de l'information	Professionnels	2025-12-15	35
Direction générale associée aux technologies de l'information	0246 3246203 Direction générale associée aux technologies de l'information	Techniciens et assimilés	2026-01-22	7
Nombre de postes vacants ou non comblés Direction générale associée aux technologies de l'information			3	
Secrétariat général	0246 3246102 Secrétariat général	Professionnels	2025-12-15	35
Nombre de postes vacants ou non comblés vacants Secrétariat général			1	

Organisation	Bureau	Catégorie d'emploi	Date début de la vacance ¹	Nombre de jours entre la date de début de la vacance et la date de référence soit le 31 janvier 2026 ²
Service de la gestion des biens saisis	0246 3246205 Service de la gestion des biens saisis	Procureurs	2025-12-15	35
Service de la gestion des biens saisis	0246 3246205 Service de la gestion des biens saisis	Procureurs	2025-12-15	35
Service de la gestion des biens saisis	0246 3246205 Service de la gestion des biens saisis	Techniciens et assimilés	2025-05-24	180
Service de la gestion des biens saisis	0246 3246205 Service de la gestion des biens saisis	Techniciens et assimilés	2026-01-26	5
Service de la gestion des biens saisis	0246 3246205 Service de la gestion des biens saisis	Techniciens et assimilés	2025-12-15	35
Nombre de postes vacants ou non comblés Service de la gestion des biens saisis			5	
Nombre de postes vacants ou non comblés total			73	

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements particuliers (PLQ)

Études des crédits 2026-2027

Question **63**

POUR 2024-2025 ET 2025-2026, LE NOMBRE DE DOSSIERS EN ATTENTE D'AUTORISATION ET LE DÉLAI D'AUTORISATION.

Demande d'intenter des procédures (DIP)	2025-2026 ¹	
	DIP sous étude au 31 janvier 2026 (en attente de traitement)	Délai pour rendre une décision (DIP traitée) ²
Traitement de la DIP nécessitant un complément d'enquête demandé au corps policier	5 728	86 jours
Traitement de la DIP ne nécessitant pas un complément d'enquête demandé au corps policier	45 643	39 jours
Traitement d'une DIP avec ou sans complément d'enquête demandé au corps policier	51 371	44 jours

¹ Données au 31 janvier 2026.

² Dossiers dans lesquels une décision a été prise par un procureur.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements particuliers (PLQ)

Études des crédits 2026-2027

Question **65**

NOMBRE DE PROCUREURS DE LA COURONNE AFFECTÉS À DES DOSSIERS SPÉCIALISÉS EN 2025-2026 (EX. : GANGS DE RUE, CRIMES SEXUELS, CRIME ORGANISÉ, CRIMES ÉCONOMIQUES, ETC.). VENTILATION PAR CATÉGORIE ET PAR DISTRICT JUDICIAIRE.

District judiciaire	Crimes sexuels	Crime organisé	Crimes économiques	Violence conjugale
QUÉBEC				
Québec	9	2		10
Bureau du service juridique	2	1		2
Service de la gestion des biens saisis			8	
Bureau de la grande criminalité et des affaires spéciales		2		
Bureau Service-conseil		1		
Secrétariat général			1	
Total district de Québec	11	6	9	12
RIMOUSKI				
Bureau du service juridique Rimouski	1			1
Total district de Rimouski	1			1
MINGAN				
Sept-Îles		2		
ROBERVAL				
Roberval		1		3
CHICOUTIMI				
Saguenay	1	1		3
TROIS-RIVIÈRES				
Trois-Rivières	1	1	1	1
SAINT-MAURICE				
La Tuque				1
Shawinigan				1
Total district de Saint-Maurice				2
SAINT-FRANÇOIS				
Sherbrooke	3		1	4
Bureau du service juridique	1			
Total district de Saint-François	4		1	4
LONGUEUIL				
Longueuil	12	5		8
Bureau des affaires de la jeunesse	1			
Total district de Longueuil	13	5		8
IBERVILLE				
Saint-Jean-sur-Richelieu	1	1		1
BEAUHARNOIS				
Salaberry-de-Valleyfield	4		1	5
RICHELIEU				
Sorel-Tracy	1			1
Saint-Hyacinthe				1
Total district de Richelieu	1			2
SAINT-HYACINTHE				
Saint-Hyacinthe	3		1	2
DRUMMOND				
Drummondville			2	
KAMOURASKA				
Rivière-du-Loup				1

District judiciaire	Crimes sexuels	Crime organisé	Crimes économiques	Violence conjugale
MONTRÉAL				
Montréal	16	16	8	17
Bureau du service juridique	1			1
Bureau des mandats organisationnels				
Bureau de la grande criminalité et des affaires spéciales		20	32	
Amos	2			
Bureau des affaires de la jeunesse	2	3		
Total district de Montréal	21	39	40	18
TERREBONNE				
Saint-Jérôme	4	1	2	11
ABITIBI				
Amos	2			1
Val-d'Or	1			1
Service de la gestion des biens saisis			1	
Total district de l'Abitibi	3		1	2
LABELLE				
Mont-Laurier	1			
GATINEAU				
Gatineau	6	2	1	7
ROUYN-NORANDA				
Rouyn-Noranda	2			
Bureau des affaires de la jeunesse	1			
Total district de Rouyn-Noranda	3			
LAVAL				
Laval	4		1	6
Bureau de la grande criminalité et des affaires spéciales		2		
Total district de Laval	4	2	1	6
JOLIETTE				
Joliette	7	1	1	11
ARTHABASKA				
Victoriaville				1
BEAUCE				
Saint-Joseph-de-Beauce	1			
BEDFORD				
Granby		1		
GRAND TOTAL	90	63	61	101

Les procureurs présentés sont ceux dont les dossiers spécialisés représentent 51 % et plus de leurs tâches effectuées au cours de la période de référence, soit du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026. Le nombre de procureurs peut différer au cours de l'année de référence, par exemple, lorsqu'un poste de procureur vacant est en cours de dotation.

D'autres procureurs peuvent avoir traité des dossiers spécialisés sans toutefois que ceux-ci aient occupé 51 % ou plus de leur charge de travail pendant la période de référence.

Le port d'attache de chaque procureur au 31 janvier 2026 a servi à la détermination du district judiciaire. Cependant, certains d'entre eux peuvent avoir traité des dossiers dans d'autres districts judiciaires s'ils y étaient affectés avant cette date.

Par ailleurs, plusieurs procureurs inclus dans la catégorie « crimes économiques » traitent des dossiers de criminalité organisée, tels que des dossiers liés à des stratagèmes de corruption et de malversation, à des fraudes financières, à des fraudes fiscales, à du blanchiment d'argent, etc. Ainsi, parmi les 61 procureurs de la catégorie « crimes économiques », 32 proviennent du Bureau de la grande criminalité et des affaires spéciales.

Tout comme l'an dernier, il n'y a aucun procureur identifié dans la catégorie « gang de rue » puisqu'ils sont maintenant inclus dans la catégorie « crime organisé ».

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements particuliers (PLQ)

Étude des crédits 2026-2027

Question **66**

CONCERNANT LE TRIBUNAL SPÉCIALISÉ EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE, INDIQUER ET FOURNIR POUR LES DISTRICTS DE BEAUHARNOIS, BEDFORD, DRUMMOND, SAINT-MAURICE, QUÉBEC, LAVAL, SAINT-FRANÇOIS, MONTMAGNY, MÉGANTIC ET MINGAN :

- A. LA VENTILATION DES EFFECTIFS EN 2025-2026 ET LES PRÉVISIONS D'EMBAUCHES ET DE DÉPARTS POUR 2026-2027;
- B. LE NOMBRE DE DOSSIERS EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE TRAITÉS EN 2025-2026 ET LES DÉLAIS;
- C. LES COÛTS ENGENDRÉS PAR L'IMPLANTATION DU TRIBUNAL SPÉCIALISÉ EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE;
- D. LES PRÉVISIONS POUR 2026-2027.

Au 31 janvier 2026, voici la ventilation des postes octroyés pour l'implantation des tribunaux spécialisés dans les districts déployés :

- District judiciaire de Beauharnois :
 - Bureau de l'Ouest du Québec, point de service de Salaberry-de-Valleyfield : un (1) poste de procureur en chef adjoint, quatre (4) postes de procureur et un (1) poste de soutien administratif
- District judiciaire de Bedford :
 - Bureau du Sud du Québec, point de service de Granby : deux (2) postes de procureur et un (1) poste de soutien administratif
- District judiciaire de Drummond :
 - Bureau du Sud du Québec, point de service de Drummondville : deux (2) postes de procureur et un (1) poste de soutien administratif (à noter qu'un (1) des postes de procureur a été autofinancé)
- District judiciaire de Saint-Maurice :
 - Bureau du Centre-du-Québec, point de service de La Tuque : un (1) poste de procureur
- District judiciaire de Québec :
 - Bureau de Québec, point de service de Québec : trois (3) postes de procureur et un (1) poste de soutien administratif
- District judiciaire de Laval :
 - Bureau du Centre-du-Québec, point de service de Laval : un (1) poste de procureur
- District judiciaire de Saint-François :
 - Bureau du Sud du Québec, point de service de Sherbrooke : deux (2) postes de procureur (dont un initialement prévu à Lac-Mégantic)
- District de Montmagny :
 - Bureau de Québec, point de service de Montmagny : un (1) poste de procureur
- District judiciaire de Mingan :
 - Bureau de l'Est du Québec, point de service de Sept-Îles : un (1) poste de procureur
- District judiciaire de Chicoutimi :
 - Bureau de Québec, point de service de Saguenay : un (1) poste de procureur et un (1) poste de soutien administratif (poste initialement prévu à Alma)
- District judiciaire de Kamouraska :
 - Bureau de l'Est-du-Québec, point de service de Rivière-du-Loup : un (1) poste de procureur et un (1) poste de soutien administratif
- District judiciaire de Rimouski :
 - Bureau de l'Est du Québec, point de service de Rimouski : un (1) poste de procureur
- District judiciaire de Gaspé
 - Bureau de l'Est du Québec, point de service de Percé : un (1) poste de soutien administratif

Suite – PLQ 66

- District judiciaire de Saint-Maurice :
 - Bureau du Centre-du-Québec, point de service de Shawinigan : un (1) poste de procureur
- District judiciaire de Trois-Rivières :
 - Bureau du Centre-du-Québec, point de service de Trois-Rivières : deux (2) postes de procureur et un (1) poste de soutien administratif
- District judiciaire de Richelieu :
 - Bureau du Sud du Québec, point de service de Sorel-Tracy : un (1) poste de procureur
- District judiciaire de Saint-Hyacinthe :
 - Bureau du Sud du Québec, point de service de Saint-Hyacinthe : deux (2) postes de procureur et un (1) poste de soutien administratif
- District judiciaire de Beauce :
 - Bureau de Québec, point de service de Saint-Joseph-de-Beauce : un (1) poste de procureur et un (1) poste de soutien administratif
- District judiciaire d'Iberville :
 - Bureau du Sud du Québec, point de service de Saint-Jean-sur-Richelieu, un (1) poste de procureur et un (1) poste de soutien administratif
- District judiciaire d'Abitibi :
 - Bureau du Nord-du-Québec, point de service d'Amos : un (1) poste de procureur* et un (1) poste de soutien administratif
- District de Rouyn-Noranda :
 - Bureau du Nord-du-Québec, point de service de Rouyn : un (1) poste de procureur* et un (1) poste de soutien administratif
- District de Montréal :
 - Bureau de Montréal, point de service de Montréal : six (6) postes de procureurs* et deux (2) postes de soutien administratif
- District de Frontenac :
 - Bureau de Québec, point de service de Thetford Mines : un (1) poste de procureur*
- District d'Arthabaska :
 - Bureau du Centre-du-Québec : un (1) poste de procureur* et un (1) poste de soutien administratif
- District de Joliette :
 - Bureau du Centre-du-Québec : un (1) poste de procureur* et un (1) poste de soutien administratif
- District de Roberval :
 - Bureau de Québec, point de service de Roberval : un (1) poste de procureur*
- District de Terrebonne :
 - Bureau du Centre du Québec, point de service de Saint-Jérôme : un (1) poste de soutien administratif

Note : les postes suivis d'un astérisque (*) ont été attribués à des procureurs déjà à l'emploi des bureaux soit par affectation, soit par le renouvellement d'un contrat existant.

Au 31 janvier 2026, trois (3) postes de soutien administratif sont vacants.

Les dépenses réelles pour les tribunaux spécialisés au 31 janvier 2026 sont de 6 532 972 \$.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS (PLQ)

ÉTUDES DES CRÉDITS 2026-2027

QUESTION **69**

POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE EN 2024-2025 ET 2025-2026, LE NOMBRE DE DOSSIERS REÇUS ET TRAITÉS.

Bureaux et points de service	2025-2026		
	1 ^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026		
	DIP sous étude* au 1 ^{er} avril 2025	DIP reçues après le 1 ^{er} avril 2024	DIP traitées** au cours de l'année
CENTRE-DU-QUÉBEC			
Joliette	2 901	6 119	6 187
La Tuque	133	738	714
Laval	1 715	6 260	6 422
Saint-Jérôme	3 385	7 854	7 960
Shawinigan	400	1 948	1 994
Trois-Rivières	1 402	4 037	3 851
Victoriaville	1 021	1 491	1 571
Total Centre-du-Québec	10 957	28 447	28 699
EST DU QUÉBEC			
Amqui	34	194	206
Baie-Comeau	224	1 023	1 039
Carleton	7	165	116
Cour Itinérante	197	896	894
Forestville		2	2
Gaspé		2	2
Havre-Aubert	12	162	143
Matane	69	402	406
Mont-Joli	74	4	68
New Carlisle	105	630	630
Percé	152	636	659
Rimouski	363	1 151	1 050
Rivière-du-Loup	346	1 211	1 145
Sept-Îles	554	1 540	1 631
Ste-Anne-des-Monts	36	333	312
Total Est du Québec	2 173	8 351	8 303
MONTREAL			
Montréal	8 526	16 614	16 280
Total Montréal	8 526	16 614	16 280
NORD-DU-QUÉBEC			
Amos	277	489	525
Baie James et circuit intérieur	477	614	680
Grand Nord	1 195	1 891	2 462
Kuujuuaq	993	928	1 354
La Sarre	119	398	376
Rouyn-Noranda	176	730	665
Senneterre	83	163	111
Val-d'Or	513	1 406	1 299
Ville-Marie	114	487	451
Total Nord-du-Québec	3 947	7 106	7 923
QUEST DU QUÉBEC			
Campbell's Bay	148	278	297
Gatineau	2 081	5 436	5 309
Maniwaki	298	617	646
Mont-Laurier	286	955	962
Salaberry-de-Valleyfield	1 210	4 601	4 568
Total Ouest du Québec	4 023	11 887	11 782

Bureaux et points de service	2025-2026		
	1 ^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026		
	DIP sous étude* au 1 ^{er} avril 2025	DIP reçues après le 1 ^{er} avril 2024	DIP traitées** au cours de l'année
QUÉBEC			
Alma	289	763	720
Chibougamau	218	494	476
Chicoutimi	915	3 010	2 806
Dolbeau	1		0
La Malbaie	349	462	435
Montmagny	236	694	696
Québec	8 418	8 652	8 781
Roberval	823	1 807	1 869
Saint-Joseph-de-Beauce	328	1 731	1 732
Thetford Mines	63	761	664
Total Québec	11 640	18 374	18 180
SUD DU QUÉBEC			
Cowansville	417	1	0
Drummondville	878	2 385	2 402
Granby	1 353	2 754	2 905
Lac-Mégantic	38	253	252
Longueuil	4 827	7 407	7 382
Saint-Hyacinthe	831	2 443	2 478
Saint-Jean-sur-Richelieu	957	2 355	2 195
Sherbrooke	708	4 656	4 703
Sorel	383	1 838	1 675
Total Sud du Québec	10 392	24 092	23 992
Total général	51 658	114 871	115 158

Source : Données au 31 janvier 2026 du Système des poursuites publiques (SIPP).

*Il s'agit des demandes d'intenter des procédures qui étaient toujours sous étude avant d'entreprendre l'année de référence.

Ces données ne sont pas des statistiques, mais elles représentent uniquement des tendances puisque le SIPP est documenté manuellement donc il peut comporter des erreurs ou être incomplet.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements particuliers (PLQ)

Études des crédits 2026-2027

Question **70**

ÉVOLUTION PAR MOIS DES EFFECTIFS DANS LE NORD
(NOTAMMENT JUGES, TRAVAILLEURS PARAJUDICIAIRES,
INTERPRÈTES ET PROCUREURS).

Au cours de l'exercice 2025-2026, aucun procureur aux poursuites criminelles et pénales (procureur) n'était affecté de façon permanente dans le Nord. Cette région est desservie par la cour itinérante.

Cependant, chaque circuit de la cour itinérante est desservi par une seule et même équipe de procureurs à l'exception de Kuujuaq, où deux équipes s'y rendent en alternance.

De façon générale, les procureurs se rendent toujours dans les mêmes communautés et les équipes assument la responsabilité des dossiers du début jusqu'à la fin des procédures.

De plus, il importe de souligner que des procureurs peuvent se rendre à Kuujuaq en dehors des termes de cour, ce qui facilite les rencontres préparatoires avec les victimes et nos témoins et favorise l'intégration dans la communauté, et ce, grâce à l'affectation de procureurs ayant leur port d'attache à Amos et à Montréal.

Question **73**

STATISTIQUES SUR LE NOMBRE D'ACCUSÉS LIBÉRÉS À LA SUITE D'UNE REQUÊTE EN ARRÊT DES PROCÉDURES POUR DÉLAI DÉRAISONNABLE. INDICER LE NOMBRE DE REQUÊTES PRÉSENTÉES, LE NOMBRE DE REQUÊTES ENTENDUES, LE NOMBRE DE PROCÈS ABANDONNÉS, LE NOMBRE DE DOSSIERS À RISQUE.

Cette question sera répondue par le ministère de la Justice du Québec, excepté à ce qui a trait aux procès abandonnés. Le Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) comptabilise manuellement le dépôt de *nolle prosequi*. Cette comptabilisation n'a pas de valeur statistique, mais sert à observer des tendances.

Pour la période du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026, le DPCP a déposé 100 *nolle prosequi* en raison des délais judiciaires en matière criminelle. Il est à noter qu'un même accusé peut être visé par plus d'un *nolle prosequi*, parfois en lien avec des infractions découlant du même événement.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements particuliers (PLQ)

Études des crédits 2026-2027

Question **74**

POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE, LE NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT BÉNÉFICIÉ DE PROGRAMMES DE NON-JUDICIARISATION, EN INDIQUANT LES TYPES D'INFRACTION (VOLS, VOIES DE FAIT, ETC.)

Tableau statistique – Non-judiciarisation par type d'infraction¹

Infractions	Articles	Nombre ⁴	%
Vol d'un bien dont la valeur ne dépasse pas 5 000 \$	334b)(ii)	1652	51,30
Voies de fait	266b)	454	14,10
Proférer des menaces de causer la mort ou des lésions corporelles	264.1(1)a)(2)b)	353	10,96
Entrave à un agent de la paix	129a)e)	139	4,32
Méfait à l'égard de biens privés	430(1)a)(4)b) 430(1)b)(4)b) 430(1)c)(4)b) 430(1)d)(4)b)	136	4,22
Fraude à l'égard d'un bien dont la valeur ne dépasse pas 5 000 \$	380(1)b)(ii)	60	1,86
Bris de probation	733.1(1)b)	51	1,58
Agression armée	267a)	38	1,18
Contravention aux règlements des armes à feu	86(2)(3)b)	33	1,03
Possession de cannabis (<i>Loi sur le cannabis</i>)	8(1)(a) 8(1)(b) 8(1)(e)	33	1,03
Harcèlement criminel	264(3)b)	32	0,99
Recel d'un bien dont la valeur ne dépasse pas 5 000 \$ ²	355b)(ii)	27	0,84
Proférer des menaces de brûler, détruire ou endommager des biens meubles ou immeubles/de tuer, empoisonner ou blesser un animal ou un oiseau qui est la propriété de quelqu'un	264.1(1)b)(3)b) 264.1(1)c)(3)b)	25	0,78
Introduction par effraction dans un dessein criminel relativement à un endroit autre qu'une maison d'habitation (intention de commettre un acte criminel) ³	348(1)a)e)	24	0,75
Infractions diverses	---	163	5,06
Total		3220	100

¹ Le nombre de dossiers traités inclut les poursuivants agissant devant les cours municipales, à l'exception de la cour municipale de la Ville de Montréal (greffe no 850).

² Comparativement à l'an dernier, cette nouvelle infraction a été ajoutée dans le Tableau statistique – Non-judiciarisation par type d'infraction, soit « Recel d'un bien dont la valeur ne dépasse pas 5 000 \$ », en vertu du sous-alinéa 355b)(ii) du *Code criminel*.

³ Comparativement à l'an dernier, cette nouvelle infraction a été ajoutée dans le Tableau statistique – Non-judiciarisation par type d'infraction, soit « Introduction par effraction dans un dessein criminel relativement à un endroit autre qu'une maison d'habitation (intention de commettre un acte criminel) », en vertu des alinéas 348(1)a)e) du *Code criminel*.

⁴ Il s'agit du nombre de chefs d'accusation pour l'ensemble des dossiers non judiciarisés.

Statistiques relatives à la non-judiciarisation

District judiciaire	N° greffe	Nom du greffe	Total
Abitibi	605	Amos	3
	614	Baie-James et circuit intérieur	12
	170	Chibougamau	20
	640	Baie-d'Hudson	13
	620	La Sarre	6
	635	Baie d'Ungava	1
	625	Senneterre	5
	615	Val-d'Or	34
Total district			94
Alma	160	Alma	9
Total district			9
Arthabaska	415	Victoriaville	53
Total district			53
Baie-Comeau	655	Baie-Comeau	34
Total district			34
Beauce	350	Saint-Joseph-de-Beauce	29
Total district			29
Beauharnois	760	Salaberry-de-Valleyfield	94
Total district			94
Bedford	455	Cowansville	0
	460	Granby	81
Total district			81
Bonaventure	105	New-Carlisle	20
Total district			20
Charlevoix	240	La Malbaie	6
Total district			6
Chicoutimi	150	Chicoutimi	79
Total district			79
Drummond	405	Drummondville	35
Total district			35
Frontenac	235	Thetford Mines	5
Total district			5
Gaspé	115	Havre-Aubert	2
	110	Percé	19
	130	Sainte-Anne-des-Monts	8
Total district			29

District judiciaire	N° greffe	Nom du greffe	Total
Gatineau	550	Gatineau	532
Total district			532
Iberville	755	Saint-Jean-sur-Richelieu	35
Total district			35
Joliette	705	Joliette	102
Total district			102
Kamouraska	250	Rivière-du-Loup	24
Total district			24
Labelle	565	Maniwaki	12
	560	Mont-Laurier	15
Total district			27
Laval	540	Laval	447
Total district			447
Longueuil	505	Longueuil	255
Total district			255
Mégantic	480	Lac-Mégantic	5
Total district			5
Mingan	652	Cour itinérante	28
	650	Sept-Îles	51
Total district			79
Montmagny	300	Montmagny	9
Total district			9
Montréal	500	Montréal	110
Total district			110
Pontiac	555	Campbell's Bay	21
Total district			21
Québec	200	Québec	439
Total district			439
Richelieu	765	Sorel-Tracy	19
Total district			19
Rimouski	120	Amqui	7
	125	Matane	18
	135	Mont-Joli	0
	100	Rimouski	25
Total district			50
Roberval	155	Roberval	44
Total district			44

District judiciaire	N° greffe	Nom du greffe	
Rouyn-Noranda	600	Rouyn-Noranda	21
Total district			21
Saint-François	450	Sherbrooke	70
Total district			70
Saint-Hyacinthe	750	Saint-Hyacinthe	62
Total district			62
Saint-Maurice	425	La Tuque	15
	410	Shawinigan	68
Total district			83
Témiscamingue	610	Ville-Marie	6
Total district			6
Terrebonne	700	Saint-Jérôme	166
Total district			166
Trois-Rivières	400	Trois-Rivières	46
Total district			46

Source : données extraites du plumitif MJQ.

La période de référence pour l'étude des crédits 2026-2027 est du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026, soit la même que l'année précédente (mais plus courte que celle des autres années antérieures).

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements particuliers (PLQ)

Étude des crédits 2026-2027

Question **75**

TOUT DOCUMENT PRÉPARÉ VISANT L'AMÉLIORATION DE L'ACCOMPAGNEMENT OU DU PARCOURS JUDICIAIRE D'UNE VICTIME DE VIOLENCE SEXUELLE ET CONJUGALE.

DOCUMENTS ACCESSIBLES AUX CITOYENS

Information pour les personnes victimes

Le DPCP a posé plusieurs actions concrètes afin de joindre les personnes victimes de violence sexuelle et de violence conjugale et de sensibiliser la population, soit :

- présence sur les réseaux sociaux;
- interventions publiques dans les médias;
- production et diffusion de capsules d'information;
- publication d'articles de blogue;
- mise à jour de plusieurs textes dans la section [Accompagnement des personnes victimes d'un crime](#) du site Québec.ca;
- mise à jour de la publication [Faciliter la participation des personnes victimes au processus judiciaire criminel : Mesures d'accompagnement et de protection](#);
- mise à jour de [fiches spécialisées](#) destinées à renseigner les intervenants qui accompagnent les personnes victimes sur le processus judiciaire (collaboration avec l'Association québécoise Plaidoyer-Victimes depuis le 20 février 2025).

Ligne info DPCP violence conjugale et sexuelle – 1 877 547-DPCP (3727)

Les personnes victimes de violence conjugale ou sexuelle et les intervenants qui leur viennent en aide peuvent contacter la ligne pour obtenir des renseignements gratuits et confidentiels sur le processus judiciaire criminel. Le DPCP fait la promotion de la ligne en continu, à l'occasion d'événements, d'entrevues et d'autres initiatives de communication publique, et distribue des cartes et des feuillets aux citoyens. De nombreux feuillets ont ainsi été remis à la population dans le cadre des [12 jours d'action contre les violences faites aux femmes](#).

AUTRES INITIATIVES DU DPCP AYANT POUR BUT DE FACILITER LE PARCOURS JUDICIAIRE DES PERSONNES VICTIMES

Formation des procureurs, du personnel et des intervenants

À l'interne :

- Deux parcours de formation obligatoires d'une durée de 15 heures chacun en violence conjugale et en violence sexuelle;
- Séance de formation dans le cadre du programme d'intégration à la fonction de procureur (PIFP) portant entre autres sur le rôle des procureurs auprès des personnes victimes, les mesures d'accompagnement des personnes victimes ainsi que les mesures d'aide au témoignage;
- Formation « La violence conjugale : Le travail du procureur en étroite collaboration avec celui du technicien juridique », élaborée à l'intention des techniciens(nes) juridiques du DPCP.

À l'externe :

- Formation sur le processus judiciaire criminel présentée aux membres de l'Alliance des maisons d'hébergement de 2^e étape pour femmes et enfants victimes de violence conjugale;
- Formation sur les violences sexuelle, conjugale et intrafamiliale offerte aux corps de police autochtones;
- Formation sur le contrôle coercitif offerte aux organisations policières;
- Formation concernant le protocole sur l'étranglement dans un contexte de violence conjugale offerte aux organisations policières, aux procureurs, aux intervenants du système de justice, aux commissaires aux libérations conditionnelles, aux coroners, aux urgentologues;

- Formation « Les victimes face au système de justice : le connaître pour mieux intervenir » présentée à divers intervenants en collaboration avec l'Association québécoise Plaidoyer-Victimes;
- Formation « Enquête sur les crimes à caractère sexuel » offerte à de futurs enquêteurs à l'École nationale de police du Québec.

Outils mis à la disposition des procureurs(es)

Le DPCP met aussi plusieurs outils à la disposition des procureurs, dont des tableaux de jurisprudence portant sur divers sujets et le *Guide du poursuivant – infractions relatives à la violence et à l'exploitation sexuelles*. Ce guide, non public, concrétise un engagement pris dans le cadre de la *Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021*. Cet ouvrage de référence contient des renseignements importants quant aux droits des personnes victimes et au soutien qui leur est offert.

Collaboration à des projets externes au DPCP

Le DPCP a participé à plusieurs projets de différents partenaires :

- en tant que membre du *Comité provincial sur l'intervention médicosociale en centres désignés pour les victimes d'agression à caractère sexuel*, le DPCP a participé activement à la rédaction de la dernière version du *Guide d'intervention médicosociale*, à paraître;
- en tant que membre du comité aviseur du *Projet de formation des intervenants judiciaires*, le DPCP a contribué à la création de la formation actuellement offerte;
- en tant que membre du comité du *Projet d'apprentissage en ligne* de la Fondation Marie-Vincent, le DPCP a œuvré à l'élaboration de la formation actuellement offerte. Il a aussi pris part à la rédaction du projet de livre *Un pas à la fois avec Lou* au sujet de la trajectoire sociojudiciaire d'un enfant qui dénonce un abus sexuel;
- en participant à divers comités qui visent l'implantation et le développement des meilleures pratiques en matière de violence conjugale. Le DPCP a grandement contribué au développement du nouveau formulaire provincial pour la prise de déclaration de la personne victime;
- conjointement avec le Service de police de la Ville de Montréal et le ministère de la Sécurité publique du Québec, le DPCP a participé activement au déploiement du protocole sur l'étranglement dans un contexte de violence conjugale;
- en collaborant activement avec les groupes sociojudiciaires œuvrant auprès des personnes victimes, le DPCP a entre autres collaboré à la rédaction du napperon et de la trousse sur le contrôle coercitif distribué à tous les corps policiers du Québec par le Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale.

Tribunal spécialisé

Le DPCP est un acteur clé du déploiement du tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale à l'échelle provinciale. Ce tribunal vise principalement à rebâtir la confiance des personnes victimes de violence sexuelle et de violence conjugale envers le système de justice et à faciliter leur parcours.

Le DPCP a, dans ce cadre, collaboré activement à l'élaboration des trajectoires des parcours violence sexuelle et violence conjugale.

Le DPCP est, par ailleurs, porteur du volet juridique de la formation « L'accompagnement des personnes victimes de violence sexuelle adapté aux différentes étapes du processus judiciaire » dans le cadre du tribunal spécialisé.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements particuliers (PLQ)

Étude des crédits 2026-2027

Question **77**

LA LISTE DES PROCÈS EN MATIÈRE CRIMINELLE QUI ONT AVORTÉ POUR 2025-2026. INDIQUER LE NOMBRE ET LA NATURE DES ACCUSATIONS QUI SONT TOMBÉES.

L'avortement de procès ne survient que lors d'un procès devant jury, lorsque celui-ci ne parvient pas à s'entendre à l'unanimité sur le verdict à prononcer, et ce, en vertu de l'article 653 du *Code criminel*.

Lorsque le jury ne s'entend pas

653 (1) Lorsque le juge est convaincu que le jury ne peut s'entendre sur son verdict, et qu'il serait inutile de le retenir plus longtemps, il peut, à sa discrétion, le dissoudre et ordonner la constitution d'un nouveau jury pendant la session du tribunal, ou différer le procès aux conditions que la justice peut exiger.

L'interprétation de cet article a été élargie aux situations où un juge détermine que le jury n'est pas en mesure de prendre une décision juste et impartiale.

Pour 2025-2026, on compte un (1) procès en matière criminelle ayant fait l'objet d'un avortement de procès.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements particuliers (PLQ)

Études des crédits 2026-2027

Q uestion 78	NOMBRE DE POURSUITES INTENTÉES PAR LE DPCP À LA SUITE DES VÉRIFICATIONS DE LA COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION.
----------------------------	--

Aucune poursuite n'a été intentée par le Directeur des poursuites criminelles et pénales à la suite des vérifications de la Commission d'accès à l'information.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements particuliers (PLQ)

Études des crédits 2026-2027

Q uestion 79	NOMBRE DE POURSUITES INTENTÉES PAR LE DPCP À LA SUITE DES VÉRIFICATIONS DU COMMISSAIRE AU LOBBYISME, PAR SECTEUR VISÉ PAR LA LOI ET EFFECTUÉES EN 2025-2026 : A. À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ; B. DE LA PROPRE INITIATIVE DU COMMISSAIRE; INDIQUER POUR CHACUN DES SECTEURS VISÉS PAR LA LOI : I. L'OBJET DE LA POURSUITE; II. LES SANCTIONS DONNÉES
----------------------------	--

Pour la période du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026, 14 poursuites ont été intentées (constats d'infraction signifiés) par le Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) en regard de la [Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme](#) (RLRQ, c. T-11.011).

Le tableau suivant présente le nombre de poursuites intentées par article de loi.

	2025-2026
Article 15	11
Article 25	3
Total	14

Article 15 :

Tout changement au contenu de la déclaration relative à un lobbyiste, y compris celui résultant de la fin de son engagement et celui résultant de l'exercice de nouvelles activités de lobbyisme, doit, au plus tard le trentième jour suivant le changement, faire l'objet d'un avis de modification présenté au registre.

Article 25 :

Nul ne peut exercer des activités de lobbyisme auprès d'un titulaire d'une charge publique s'il n'est inscrit sur le registre des lobbyistes relativement à ces activités.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements particuliers (PLQ)

Études des crédits 2026-2027

Question **88**

ÉTAT DE SITUATION, INCLUANT LES SOMMES BUDGÉTÉES ET DÉPENSÉES EN 2025-2026, DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN « PLAN POUR MODERNISER LE SYSTÈME DE JUSTICE 2018-2023 ».

Le 24 avril 2018, le gouvernement du Québec annonçait le lancement d'un projet pour transformer la justice par l'adoption du Plan pour moderniser le système de justice (PMSJ), lequel s'articulait autour de trois axes : instaurer des pratiques innovantes, mettre la justice à l'heure des nouvelles technologies et communiquer efficacement l'information entre les principaux partenaires. Le ministère de la Justice du Québec (MJQ) agit à titre de maître d'œuvre dans la gouvernance de ce plan, avec la collaboration du Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP), du ministère de la Sécurité publique et de la Société québécoise d'information juridique.

Le DPCP, en plus d'avoir collaboré à la révision du programme de mesures de rechanges et autres solutions de rechange aux procédures traditionnelles, il était porteur de la mise en œuvre de plusieurs mesures.

Mesures réalisées par le DPCP

- Programme de traitement non-judiciaire.
- Mise en place de différentes pratiques favorisant la négociation avant l'audience au pénal.
- Lignes directrices en matière de divulgation de la preuve pour les services de police.
- Formation des procureurs aux poursuites criminelles et pénales (procureurs) sur les directives.
- Programme « Offre de règlement rapide ».
- Assurer la disponibilité des procureurs en dehors des salles de cour.
- Déploiement d'un logiciel de formation en ligne pour les procureurs.

Programme GESTE

Plus spécifiquement, le système APPUI a pour objectif de :

- Recevoir numériquement une demande d'intenter des procédures ainsi que les documents de preuve qui y sont associés.
- Permettre aux procureurs de faire une analyse à partir du dossier numérique qui lui a été transmis et de prendre une décision sur l'autorisation d'intenter des procédures.
- Produire des documents (dénonciations, offres de règlement rapide, avis de refus d'intenter des procédures, lettres de non-judiciarisation, actes d'accusation, etc.).
- Divulguer numériquement la preuve à l'aide d'une solution sécuritaire intégrée.

Ce programme regroupe plusieurs projets :

- Le premier projet « Réception et analyse des demandes d'intenter des procédures » s'est quant à lui terminé le 31 août 2020. Celui-ci a permis de mettre en place les infrastructures et le développement des versions de base des solutions d'affaires.
- Le deuxième projet « Décision et dossier de poursuite » s'est terminé le 10 juillet 2022. Ce projet visait l'ajout de fonctionnalités, la conception du dossier de cour numérique, la production des documents légaux et l'intégration d'une solution sécuritaire de divulgation numérique de la preuve.
- Le troisième projet « Déploiement des solutions d'affaires – Volet criminel » visait à déployer les solutions développées Ce projet a été suspendu au [Tableau de bord des projets en ressources informationnelles du gouvernement du Québec](#) puisque le déploiement des solutions d'affaires exigeait une révision des efforts en matière de concertation et de coordination avec les parties prenantes concernées. La diversité de l'écosystème technologique et l'arrimage avec les projets des partenaires présentent un défi important pour la réalisation de la transformation numérique du DPCP. Par ailleurs, des travaux de stabilisation des solutions et de rehaussement technologique étaient nécessaires en vue du déploiement des solutions et ainsi assurer leur non-obsolésence et leur sécurité. Aussi, un moratoire est en place sur l'utilisation des solutions, alors que des analyses sont en cours en collaboration entre le DPCP et le MJQ afin d'obtenir une confirmation que les solutions peuvent atteindre un niveau de stabilité, de disponibilité, de fiabilité, de performance et de sécurité suffisant ainsi qu'une évaluation des travaux requis sur le plan technologique pour en permettre le déploiement.

Utilisation des budgets* en k\$

2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026	TOTAL*
3 010,9	8 939,2	7 410,4	8 580,1	9 517,5	15 714,7	13 086,6	812,6	67 072,1

*Dépenses réelles en date du 31 janvier 2026.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements particuliers (PLQ)

Étude des crédits 2026-2027

Question **99**

LISTE DES POURSUITES INTENTÉES PAR LE DPCP À LA SUITE DES VÉRIFICATIONS OU DES ENQUÊTES EFFECTUÉES PAR LE MAMH OU LA COMMISSION MUNICIPALE AUPRÈS DES MUNICIPALITÉS, D'ÉLUS OU DE FONCTIONNAIRES MUNICIPAUX.

Au cours de l'année 2025-2026, aucun rapport d'infraction général n'a été soumis par la Commission municipale du Québec au Bureau des affaires pénales pour analyse. Quant au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, aucun dossier n'a été porté à l'attention du Directeur des poursuites criminelles et pénales.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements particuliers (PLQ)

Études des crédits 2026-2027

Q uestion 100	NOMBRE DE RENCONTRES DU COMITÉ FÉDÉRAL-PROVINCIAL DES POURSUIVANTS EN 2025-2026. FOURNIR TOUS LES DOCUMENTS DÉPOSÉS ET INDICHER : A. LES COÛTS; B. LES DATES ET LIEUX; C. LES PERSONNES PRÉSENTES; D. D. LES SUJETS À L'ORDRE DU JOUR.
-----------------------------	---

Numéro de C.T.	Demandeur	Raison de la rencontre	Coût réel
R-01-2025	Bureau du directeur	Comité des Chefs des poursuites pénales du Canada	4 376 \$

Les documents en lien avec ces rencontres sont confidentiels puisque ces rencontres se tiennent à huis clos. Ceux-ci sont protégés en vertu de l'article 19 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, puisqu'ils sont formés de renseignements dont la divulgation porterait vraisemblablement préjudice à la conduite de relations qu'entretient le gouvernement du Québec avec d'autres gouvernements.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements particuliers (PLQ)

Études des crédits 2026-2027

Question **130**

NOMBRE DE POURSUITES, PAR RÉGION, INTENTÉES EN 2025-2026 PAR LE DPCP RELATIVEMENT À DES INFRACTIONS À LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE (L.R.Q. CHAP. C. 11), INCLUANT LE TABLEAU DES RÉSULTATS ET LA VENTILATION PAR ARTICLE.

Pour la période, 21 poursuites ont été intentées (constats d'infraction signifiés) par le Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) relativement à des infractions à la *Charte de la langue française* (RLRQ, c. C-11).

Charte de la langue française

Ventilation par article de la <i>Charte de la langue française</i>	
Article	Nombre de poursuites intentées (Constats d'infraction signifiés)
205	21
Total	21

Article 205 : *Défaut de se conformer à une ordonnance rendue par L'Office québécois de la langue française.*

Suivi des constats d'infraction signifiés	
Résultat	Nombre
Plaidoyer de culpabilité	1
Procès	17
Prêt à transférer à la cour	1
Délai plaidoyer/paiement ¹	2
Total	21

¹ Le défendeur a 30 jours, après la signification du constat d'infraction, pour transmettre son plaidoyer ou son paiement (art. 160 du *Code de procédure pénale* (RLRQ, c. C-25.1)).

Étude des crédits

2026-2027

**DIRECTEUR DES POURSUITES
CRIMINELLES ET PÉNALES**

Renseignements particuliers du 2^e groupe d'opposition

Document préparé par le
Directeur des poursuites criminelles et pénales

Étude des crédits

2026-2027

**DIRECTEUR DES POURSUITES
CRIMINELLES ET PÉNALES**

Demande de renseignements particuliers du 2^e groupe d'opposition

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Demande de renseignements	Page
<p>QS.06</p> <p>Liste des concours de recrutement qui se sont tenus pendant l'année 2025-2026 incluant, pour chacun de ces concours :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Le nombre de postes offerts; b) Le nombre de postulants; c) La date; d) La nature (concours réservé ou non); e) Le taux de réussite; f) La répartition par région administrative; g) La date de la publication des résultats. 	1
<p>QS.16</p> <p>Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour chacune des années 2015-2016 à 2025-2026, l'âge de ces créances (ventilé par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2026-2027.</p>	2
<p>QS.18</p> <p>Nombre total de procureurs, selon la recension la plus récente possible, pour chaque cour sous juridiction du Québec. Pour chacune des cours, distinguer les juridictions de la région ainsi que le genre des procureurs. Indiquer le nombre de procureurs en congé de maladie en indiquant la date prévue de retour, le nombre de postes vacants en indiquant la date de la libération du poste. Indiquez le nombre de procureurs occupant un poste permanent et le nombre de procureurs occupant un poste temporaire.</p>	3
<p>QS.19</p> <p>Nombre de postes permanents et temporaires de procureurs, selon la recension la plus récente possible, ayant été coupés, ainsi que la répartition en fonction des régions administratives.</p>	8

N.B. À moins d'indications contraires, les données présentées dans le cadre de l'étude des crédits sont établies en date du 31 janvier 2026.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements particuliers (QS)

Étude des crédits 2026-2027

<p>Question 06</p>	<p>LISTE DES CONCOURS DE RECRUTEMENT QUI SE SONT TENUS PENDANT L'ANNÉE 2025-2026 INCLUANT, POUR CHACUN DE CES CONCOURS :</p> <ul style="list-style-type: none"> - LE NOMBRE DE POSTES OFFERTS; - LE NOMBRE DE POSTULANTS; - LA DATE; - LA NATURE (CONCOURS RÉSERVÉ OU NON); - LE TAUX DE RÉUSSITE; - LA RÉPARTITION PAR RÉGION ADMINISTRATIVE; - LA DATE DE LA PUBLICATION DES RÉSULTATS.
---------------------------	---

Identificateur de poste	Nombre de postes offerts	Nombre de postulants	Nature	Taux de réussite	Région administrative	Date de la publication des résultats
Période d'affichage du 31 mars au 29 avril 2025						
Procureur aux poursuites criminelles et pénales (procureur)	Constituer une banque de personnes qualifiées à la fonction de procureur	14 candidatures	Processus s'adressant à toute personne répondant aux conditions minimales d'admission	71 %	Vise à pourvoir des postes dans les régions administratives de l'Est-du-Québec et du Nord-du-Québec	16 mai 2025
Période d'affichage du 12 janvier 2026 au 10 février 2026						
Procureur aux poursuites criminelles et pénales (procureur)	Constituer une banque de personnes qualifiées à la fonction de procureur	En cours	Processus s'adressant à toute personne répondant aux conditions minimales d'admission	À venir	Vise à pourvoir des postes dans l'ensemble des régions administratives	À venir

Le Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) a tenu deux processus de qualification visant à constituer une banque de personnes qualifiées à la fonction de procureur aux poursuites criminelles et pénales (banque) :

- le nom des personnes ayant réussi la procédure d'évaluation est inscrit dans la banque, laquelle a une durée de vie indéterminée puisqu'elle est réalimentée à chaque processus en fonction des besoins. Pour cette raison, le nombre de postes offerts n'est pas disponible;
- ce processus est indépendant de ceux qui régissent la dotation des postes du personnel nommé en vertu de la *Loi sur la fonction publique*. Les conditions et règles de ces derniers ne sont pas applicables.

Le DPCP a également procédé à l'inscription de 25 stagiaires du Barreau dans la banque à la suite de la réussite de leur stage et d'une recommandation du procureur en chef ou du procureur en chef adjoint. Le DPCP n'a pas réalisé de processus de qualification, dits réservés afin de qualifier des candidats possédant le profil recherché.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements particuliers (QS)

Étude des crédits 2026-2027

<p>Question 16</p>	<p>POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, LE TOTAL ET LA VENTILATION DES CRÉANCES ET/OU AMENDES À RECOUVRER POUR CHACUNE DES ANNÉES 2015-2016 À 2025-2026, L'ÂGE DE CES CRÉANCES (VENTILÉ PAR ANNÉES) ET LES MOYENS ENTREPRIS POUR LES RECOUVRER. PRÉVISIONS POUR 2026-2027.</p>
---------------------------	--

Cette réponse sera répondue par le ministère de la Justice.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements particuliers (QS)

Étude des crédits 2026-2027

<p>Question 18</p>	<p>NOMBRE TOTAL DE PROCUREURS, SELON LA RECENSION LA PLUS RÉCENTE POSSIBLE, POUR CHAQUE COUR SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC. POUR CHACUNE DES COURS, DISTINGUER LES JURIDICTIONS DE LA RÉGION AINSI QUE LE GENRE DES PROCUREURS. INDIQUER LE NOMBRE DE PROCUREURS EN CONGÉ DE MALADIE EN INDIQUANT LA DATE PRÉVUE DE RETOUR, LE NOMBRE DE POSTES VACANTS EN INDIQUANT LA DATE DE LA LIBÉRATION DU POSTE. INDIQUEZ LE NOMBRE DE PROCUREURS OCCUPANT UN POSTE PERMANENT ET LE NOMBRE DE PROCUREURS OCCUPANT UN POSTE TEMPORAIRE.</p>
---------------------------	--

Nombre total de procureurs, selon la recension la plus récente possible, pour chaque cour sous juridiction du Québec.

Pour chacune des cours, distinguer les juridictions de la région ainsi que le genre des procureurs.

District judiciaire	Femme	Homme	Total district
Abitibi	17	8	25
0246 3246176 Val-d'Or	4	5	9
0246 3246178 Amos	12	2	14
0246 3246185 Bureau des affaires de la jeunesse		1	1
0246 3246205 Service de la gestion des biens saisis	1		1
Abitibi - Secteur Amos		1	1
0246 3246183 Bureau de service-conseil		1	1
Abitibi - Secteur Val d'Or	1		1
0246 3246183 Bureau de service-conseil	1		1
Alma	1	1	2
0246 3246113 Alma		1	1
0246 3246115 Roberval	1		1
Arthabaska	3	2	5
0246 3246137 Victoriaville	3	2	5
Baie-Comeau	3	2	5
0246 3246107 Bureau des affaires pénales	1		1
0246 3246122 Baie-Comeau	2	2	4
Beauce	6		6
0246 3246116 Saint-Joseph-de-Beauce	5		5
0246 3246122 Baie-Comeau	1		1
Beauharnois	18	9	27
0246 3246107 Bureau des affaires pénales	1	1	2
0246 3246173 Salaberry-de-Valleyfield	13	8	21
0246 3246183 Bureau de service-conseil	1		1
0246 3246185 Bureau des affaires de la jeunesse	3		3
Bedford	15		15
0246 3246146 Granby	12		12
0246 3246183 Bureau de service-conseil	2		2
0246 3246185 Bureau des affaires de la jeunesse	1		1
Bonaventure	2	3	5
0246 3246107 Bureau des affaires pénales		1	1
0246 3246124 New Carlisle	2	2	4
Charlevoix	1	1	2
0246 3246119 La Malbaie	1	1	2
Chicoutimi	13	4	17
0246 3246107 Bureau des affaires pénales	2		2
0246 3246114 Saguenay	10	4	14
0246 3246185 Bureau des affaires de la jeunesse	1		1

District judiciaire	Femme	Homme	Total district
Drummond	6	3	9
0246 3246149 Drummondville	5	3	8
0246 3246183 Bureau de service-conseil	1		1
Frontenac	3		3
0246 3246112 Thetford Mines	3		3
Gaspé	4		4
0246 3246125 Percé	4		4
Gaspé - Secteur Percé	1	1	2
0246 3246183 Bureau de service-conseil	1	1	2
Gatineau	31	7	38
0246 3246107 Bureau des affaires pénales	2		2
0246 3246169 Gatineau	25	7	32
0246 3246176 Val-d'Or	1		1
0246 3246185 Bureau des affaires de la jeunesse	3		3
Iberville	4	5	9
0246 3246152 Saint-Jean-sur-Richelieu	3	5	8
0246 3246183 Bureau de service-conseil	1		1
Joliette	27	8	35
0246 3246107 Bureau des affaires pénales	2		2
0246 3246138 Joliette	17	7	24
0246 3246183 Bureau de service-conseil	5	1	6
0246 3246185 Bureau des affaires de la jeunesse	3		3
Kamouraska	9	1	10
0246 3246126 Rivière-du-Loup	8	1	9
0246 3246185 Bureau des affaires de la jeunesse	1		1
Labelle	2	4	6
0246 3246170 Maniwaki	1	1	2
0246 3246172 Mont-Laurier		3	3
0246 3246185 Bureau des affaires de la jeunesse	1		1
Laval	29	6	35
0246 3246107 Bureau des affaires pénales	4		4
0246 3246142 Laval	20	6	26
0246 3246185 Bureau des affaires de la jeunesse	3		3
0246 3246190 Bureau de la grande criminalité et des affaires spéciales	2		2
Longueuil	47	19	66
0246 3246107 Bureau des affaires pénales	4	3	7
0246 3246155 Longueuil	36	12	48
0246 3246183 Bureau de service-conseil	2		2
0246 3246185 Bureau des affaires de la jeunesse	5	4	9
Mingan	8	2	10
0246 3246128 Sept-Îles	6	2	8
0246 3246185 Bureau des affaires de la jeunesse	2		2
Montmagny	1	1	2
0246 3246118 Montmagny	1	1	2
Montréal	159	84	243
0246 3246106 Bureau du directeur	1		1
0246 3246107 Bureau des affaires pénales	8	7	15
0246 3246108 Bureau du service juridique	11	4	15
0246 3246159 Montréal	82	45	127
0246 3246178 Amos*	4	2	6
0246 3246183 Bureau de service-conseil	2	2	4
0246 3246185 Bureau des affaires de la jeunesse	12	2	14
0246 3246190 Bureau de la grande criminalité et des affaires spéciales	39	22	61

District judiciaire	Femme	Homme	Total district
Québec	83	42	125
0246 3246102 Secrétariat général	4		4
0246 3246104 Direction des communications	1	1	2
0246 3246106 Bureau du directeur	1		1
0246 3246107 Bureau des affaires pénales	14	6	20
0246 3246108 Bureau du service juridique	14	8	22
0246 3246117 Québec	37	19	56
0246 3246183 Bureau de service-conseil	1	1	2
0246 3246185 Bureau des affaires de la jeunesse	5	2	7
0246 3246190 Bureau de la grande criminalité et des affaires spéciales		3	3
0246 3246205 Service de la gestion des biens saisis	6	2	8
Richelieu	6	2	8
0246 3246153 Sorel	4	1	5
0246 3246154 Saint-Hyacinthe	1		1
0246 3246183 Bureau de service-conseil	1	1	2
Rimouski	10	7	17
0246 3246107 Bureau des affaires pénales		2	2
0246 3246108 Bureau du service juridique	1		1
0246 3246123 Matane	2	3	5
0246 3246127 Rimouski	5	2	7
0246 3246185 Bureau des affaires de la jeunesse	2		2
Roberval	9		9
0246 3246115 Roberval	7		7
0246 3246183 Bureau de service-conseil	1		1
0246 3246185 Bureau des affaires de la jeunesse	1		1
Rouyn-Noranda	8	3	11
0246 3246107 Bureau des affaires pénales	1	1	2
0246 3246177 Rouyn-Noranda	6	2	8
0246 3246185 Bureau des affaires de la jeunesse	1		1
Saint-François	22	4	26
0246 3246107 Bureau des affaires pénales	2		2
0246 3246108 Bureau du service juridique	1		1
0246 3246147 Sherbrooke	15	4	19
0246 3246183 Bureau de service-conseil	1		1
0246 3246185 Bureau des affaires de la jeunesse	3		3
Saint-Hyacinthe	16	1	17
0246 3246154 Saint-Hyacinthe	14	1	15
0246 3246183 Bureau de service-conseil	2		2
Saint-Maurice	6	3	9
0246 3246139 Shawinigan	6	1	7
0246 3246141 La Tuque		2	2
Terrebonne	32	13	45
0246 3246107 Bureau des affaires pénales	3	1	4
0246 3246142 Laval		1	1
0246 3246143 Saint-Jérôme	23	8	31
0246 3246183 Bureau de service-conseil	4		4
0246 3246185 Bureau des affaires de la jeunesse	2	3	5
Trois-Rivières	16	9	25
0246 3246107 Bureau des affaires pénales	1	1	2
0246 3246108 Bureau du service juridique		1	1
0246 3246140 Trois-Rivières	13	5	18
0246 3246183 Bureau de service-conseil	1	1	2
0246 3246185 Bureau des affaires de la jeunesse	1	1	2
Total général	619	256	875**

Les données sont extraites de SAGIR, en date du 31 janvier 2026.

* Procureurs du bureau d'Amos travaillant à partir de Montréal.

** 11 procureurs en chef + 63 procureurs en chef adjoints + 801 procureurs = 875

Suite – QS 18

Indiquer le nombre de procureurs en congé de maladie

En date du 31 janvier 2026, un total de 25 procureurs, incluant les procureurs, les procureurs en chef et procureurs en chef adjoint sont en situation d'invalidité.

En indiquant la date prévue de retour.

Cette information n'est pas disponible.

Le nombre de postes vacants en indiquant la date de la libération du poste.

Bureau	Catégorie d'emploi	Date de vacance du poste*
Direction des communications	Procureur	2025-11-29
Bureau du service juridique	Procureur en chef adjoint	2025-12-15
Bureau du service juridique	Procureur	2026-01-26
Bureau du service juridique	Procureur	2025-12-15
Bureau de Québec	Procureur	2025-02-10
Bureau de Québec	Procureur	2026-01-19
Bureau de Québec	Procureur en chef adjoint	2025-08-01
Bureau de Québec	Procureur en chef adjoint	2025-11-17
Bureau de l'Est-du-Québec	Procureur	2025-02-10
Bureau de l'Est-du-Québec	Procureur	2025-10-31
Bureau du Centre-du-Québec	Procureur en chef adjoint	2025-12-01
Bureau du Centre-du-Québec	Procureur	2026-01-12
Bureau du Sud du Québec	Procureur	2026-01-23
Bureau du Sud du Québec	Procureur	2026-01-05
Bureau du Sud du Québec	Procureur	2025-11-03
Bureau du Sud du Québec	Procureur en chef adjoint	2025-11-28
Bureau du Sud du Québec	Procureur en chef adjoint	2024-08-15
Bureau de Montréal	Procureur en chef adjoint	2025-11-06
Bureau de Montréal	Procureur	2025-12-17
Bureau de Montréal	Procureur	2025-11-14
Bureau de l'Ouest du Québec	Procureur en chef	2025-11-07
Bureau de l'Ouest du Québec	Procureur	2026-01-19
Bureau du Nord-du-Québec	Procureur en chef adjoint	2025-08-01
Bureau du Nord-du-Québec	Procureur	2025-10-06
Bureau du Nord-du-Québec	Procureur en chef adjoint	2025-08-01
Bureau du Nord-du-Québec	Procureur	2025-12-08
Bureau de service-conseil	Procureur en chef	2025-12-15
Bureau de service-conseil	Procureur	2025-12-10
Bureau des affaires de la jeunesse	Procureur	2026-01-26
Bureau de la grande criminalité et des affaires spéciales	Procureur	2025-02-10
Bureau de la grande criminalité et des affaires spéciales	Procureur	2025-02-10
Service de la gestion des biens saisis	Procureur	2025-12-15
Service de la gestion des biens saisis	Procureur	2025-12-15

* La date de vacance du poste est susceptible de varier selon les ajustements apportés au système; elle doit donc être interprétée avec circonspection.

L'information présentée dans ce tableau est à titre indicatif, un poste peut être vacant à une date donnée dans un bureau, mais il peut être transféré si des besoins sont émis par un autre bureau.

Suite – QS 18

Indiquez le nombre de procureurs occupant un poste permanent et le nombre de procureurs occupant un poste temporaire.

Catégorie	Temporaire	Permanent
Procureures et procureurs aux poursuites criminelles et pénales	113	579
Procureures en chef et procureurs en chef	0	11
Procureures en chef adjointes et procureurs en chef adjoints	0	63
Total	113	653

Source : SAGIR, données au 31 janvier 2026, DRH

* Les données de ce tableau excluent les 109 procureurs occasionnels puisque la question n'y fait pas référence

Que ce soit pour les procureurs ou pour le personnel nommés en vertu de la *Loi sur la fonction publique*, l'acquisition du statut de permanent est conditionnelle au respect des exigences suivantes. Ainsi, si les conditions sont remplies, ces procureurs obtiendront leur statut permanent :

- Avoir réussi son stage probatoire (d'une période de 12 mois);
- Avoir terminé la période d'emploi continu à titre temporaire prescrite par les dispositions édictées en vertu de l'article 14 de la *Loi sur la fonction publique* (avoir été employé dans la fonction publique de façon continue pendant deux ans).

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements particuliers (QS)

Étude des crédits 2026-2027

Q uestion 19	NOMBRE DE POSTES PERMANENTS ET TEMPORAIRES DE PROCUREURS, SELON LA RECENSION LA PLUS RÉCENTE POSSIBLE, AYANT ÉTÉ COUPÉS, AINSI QUE LA RÉPARTITION EN FONCTION DES RÉGIONS ADMINISTRATIVES.
----------------------------	---

Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.

Aucun poste n'a été aboli en 2025-2026.

Étude des crédits

2026-2027

**DIRECTEUR DES POURSUITES
CRIMINELLES ET PÉNALES**

**Renseignements particuliers
du 3^e groupe d'opposition**

Document préparé par le
Directeur des poursuites criminelles et pénales

Étude des crédits

2026-2027

**DIRECTEUR DES POURSUITES
CRIMINELLES ET PÉNALES**

Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Demande de renseignements	Page	
PQ.01	Indiquer la somme dépensée en 2025-2026 (prévisions pour 2026-2027) par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).	1
PQ.02	Pour chacun des organismes, agences ou autres instances relevant du ministère pour l'année 2025-2026, indiquer : <ul style="list-style-type: none"> a) La liste des employés ou des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération; b) La liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat ; inclure leur rémunération; c) La liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat ; inclure leur rémunération et leur CV; d) La liste des personnes ayant démissionné de leur poste ; e) Leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation. 	2
PQ.05	Copie du plan directeur informatique triennal; indiquer les réalisations faites dans les trois dernières années et les prévisions pour 2026-2027. Indiquer également les sommes avancées au ministère de la Justice par le fonds de suppléance du Conseil du Trésor pour le développement des services de certification, et ce, pour assurer la sécurité des échanges électroniques impliquant le gouvernement, ses ministères et organismes.	3
PQ.07	Liste de tous les comités interministériels, comités conjoints, comités-conseils, comités consultatifs, actifs en 2025-2026, dont a fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres instances avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, fournir une copie de tout document produit, et préciser : <ul style="list-style-type: none"> a) le mandat; b) les membres; c) le budget; d) le nombre de rencontres effectuées en 2025-2026; e) les résultats obtenus en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027. 	4
PQ.08	Nombre de rencontres Fédérales-Provinciales-Territoriales des ministres et des sous-ministres de la justice en 2025-2026. Indiquer, pour chacune : <ul style="list-style-type: none"> a) les coûts; b) les dates et lieux; c) les personnes présentes; d) les sujets à l'ordre du jour; e) les résultats obtenus et les prévisions pour 2025-2026 (inclure une copie de tout rapport et de toute entente renouvelée); f) les rencontres inscrites à l'agenda pour 2026-2027. 	7

Demande de renseignements		Page
PQ.39	<p>Liste des mandats accordés en 2025-2026 à des avocats de la pratique privée, à des professeurs de droit ou à des juges par le ministère de la Justice et par tous les autres ministères et organismes du gouvernement.</p> <p>Préciser :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom et l'adresse du professionnel; b) la description du mandat; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une prolongation; c) le coût horaire et le coût total du mandat jusqu'à maintenant; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une dérogation quant au taux horaire applicable; d) les prévisions des coûts pour 2026-2027 et pour l'ensemble du mandat confié; e) le nom de l'étude, du cabinet ou de la société du professionnel, le cas échéant; f) une comparaison du coût total de ces mandats avec les cinq dernières années financières précédentes, pour chaque ministère et organisme. 	8
PQ.64	Au 31 janvier 2026, le nombre de substituts du Procureur général relevant du DPCP pour chaque district judiciaire.	9
PQ.65	Pour les trois dernières années, le nombre de procureurs ayant démissionné. Indiquer les dépenses liées à leur départ.	12
PQ.66	Pour les trois dernières années, la liste des procureurs cadres ayant fait l'objet d'une réaffectation.	13
PQ.67	<p>Pour les trois dernières années, pour chaque district judiciaire, indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) nombre de procureurs ayant obtenu un congé pour maladie ou épuisement professionnel; b) nombre de procureurs. 	14
PQ.69	Pour les trois dernières années, pour chaque district judiciaire, le nombre de dossiers qui ont bénéficié de programmes de non-judiciarisation, en indiquant les types d'infraction (vols, voies de fait, etc.).	15
PQ.70	La liste et l'état des principales causes pendantes en matière criminelle au 31 janvier 2026.	19
PQ.71	Statistiques sur le nombre d'accusés libérés à la suite d'une requête en arrêt des procédures pour délai déraisonnable. Indiquer le nombre de requêtes présentées, le nombre de requêtes entendues, le nombre de procès abandonnés, le nombre de dossiers à risque.	20
PQ.72	<p>Nombre de rencontres du comité fédéral-provincial des poursuivants en 2025-2026. Fournir tout document déposé et indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Les coûts; b) Les dates et lieux; c) Les personnes présentes; d) Les sujets à l'ordre du jour. 	21
PQ.74	Copie des avis juridiques fournis par le DPCP à l'UPAC dans le cadre de l'enquête Mâchurer.	22
PQ.75	Pour les trois dernières années, indiquer le nombre de dossiers qui n'ont pas fait l'objet d'accusations par le DPCP.	23
PQ.78	Liste des poursuites intentées par le DPCP à la suite des vérifications ou des enquêtes effectuées par le MAMH ou la commission municipale auprès des municipalités, d'élus ou de fonctionnaires municipaux.	24
PQ.79	Pour 2025-2026, indiquer les sommes investies pour la mise en œuvre de la politique québécoise en matière d'agression sexuelle et les sommes prévues pour l'année 2025-2026. État de situation, au 31 mars 2026, de sa mise en œuvre.	25
PQ.85	Nombre de procureurs embauchés ou sélectionnés pour répondre aux besoins du tribunal spécialisé pour les victimes de violence sexuelle ou conjugale.	26

Demande de renseignements		Page
PQ.90	Liste des dossiers rejetés par le DPCP en matière de violence sexuelle ou conjugale depuis 3 ans.	28
PQ.99	Nombre d'accusations portées par le DPCP pour des crimes homophobes ou transphobes au cours des 3 dernières années.	29
PQ.116	Au cours des 3 dernières années, liste des causes portées en appel par le procureur général.	30
PQ.124	Nombre de poursuites, par région, intentées en 2025-2026 par le DPCP relativement à des infractions à la Charte de la langue française (L.R.Q. chap. C.11), incluant le tableau des résultats et la ventilation par article.	31
PQ.126	Concernant la lutte à la violence conjugale et familiale, fournir : a) Une ventilation des budgets alloués pour combattre le phénomène de la violence conjugale et familiale en 2025-2026; prévision pour 2026-2027; b) le bilan de la mise en œuvre du plan d'action 2018-2023.	32
PQ.139	État de situation, incluant les sommes budgétées et dépensées en 2026-2027, de la mise en œuvre du plan « Plan pour moderniser le système de justice 2025-2026 ».	36

N.B. À moins d'indications contraires, les données présentées dans le cadre de l'étude des crédits sont établies en date du 31 janvier 2026.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements particuliers (PQ)

Études des crédits 2026-2027

<p>Question 01</p>	<p>INDIQUER LA SOMME DÉPENSÉE EN 2025-2026 (PRÉVISIONS POUR 2026-2027) PAR VOTRE MINISTÈRE ET SES ORGANISMES POUR L'INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION. PRÉCISER S'IL S'AGIT D'ACHATS DE LOGICIELS, DE MATÉRIEL OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ).</p>
----------------------------------	---

Types de dépense	2025-2026 ¹
Logiciels	61 561,99 \$
Matériel	54 226,26 \$
Services professionnels <ul style="list-style-type: none"> • Interne² • Externe 	3 858 144,83 \$ 0 \$
Services de nature technique	386 014,26 \$
Opérations courantes de la Direction générale associée aux technologies de l'information	379 570,75 \$
Sous-total	4 739 518,09 \$
Rémunération interne	3 373 326,90 \$
Total	8 112 844,99 \$

¹ Dépenses réelles enregistrées au système SAGIR en date du 31 janvier 2026.

² Les services professionnels internes incluent un montant de 3 769 824 \$ correspondant aux factures de l'Entente RI avec le MJQ, traitées au 31 janvier 2026. Les dépenses engagées, mais en cours de traitement administratif à cette date, portent le coût total au 31 janvier à 8 796 256 \$.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements particuliers (PQ)

Études des crédits 2026-2027

Question **02**

POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR L'ANNÉE 2025-2026, INDIQUER :

- A. LA LISTE DES EMPLOYÉS OU DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, EN INDIQUANT LE POSTE QU'ILS OCCUPENT ET LEUR RÉMUNÉRATION;
- B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION;
- C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV;
- D. LA LISTE DES PERSONNES AYANT DÉMISSIONNÉ DE LEUR POSTE;
- E. LEURS FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE VOYAGE, DE REPAS ET DE REPRÉSENTATION.

Cette question ne s'applique pas au Directeur des poursuites criminelles et pénales puisqu'il n'y a aucun conseil d'administration.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements particuliers (PQ)

Études des crédits 2026-2027

<p>Q_{uestion} 05</p>	<p>COPIE DU PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE TRIENNAL; INDIQUER LES RÉALISATIONS FAITES DANS LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PRÉVISIONS POUR 2025-2026. INDIQUER ÉGALEMENT LES SOMMES AVANCÉES AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION, ET CE, POUR ASSURER LA SÉCURITÉ DES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES IMPLIQUANT LE GOUVERNEMENT, SES MINISTÈRES ET ORGANISMES.</p>
--------------------------------------	--

Projet	Statut du projet	Étape en cours
Transcription vidéo	Pilotage	Le pilotage de la solution et la preuve de concept sont en cours. L'avancement est conforme au calendrier.
Mettre en œuvre une solution sécuritaire de partage d'informations avec les partenaires (Sendsecure)	En cours	Un plan de déploiement est en cours pour déployer la solution à l'échelle de la province dans le cadre des comparutions par visioconférence les fins de semaines et de leur implantation sur semaine.
Programme de gestion électronique des dossiers de poursuite	Suspendu	Le projet « <i>Déploiement des solutions d'affaires – Volet criminel</i> » a été suspendu au Tableau de bord des projets en ressources informationnelles du gouvernement du Québec puisque le déploiement des solutions d'affaires exige une révision des efforts en matière de concertation et de coordination avec les parties prenantes concernées. La diversité de l'écosystème technologique et l'arrimage avec les projets des partenaires présentent en effet un défi important pour la réalisation de la transformation numérique du DPCP. Par ailleurs, des travaux de stabilisation des solutions et de rehaussement technologique étaient nécessaires en vue du déploiement des solutions et ainsi assurer leur non-obsolésence et leur sécurité. Aussi, un moratoire est en place sur l'utilisation des solutions alors que des analyses sont en cours en collaboration entre le DPCP et le MJQ afin d'obtenir une confirmation que les solutions peuvent atteindre un niveau de stabilité, de disponibilité, de fiabilité, de performance et de sécurité suffisant ainsi qu'une évaluation des travaux requis sur le plan technologique pour en permettre le déploiement.

Aucune somme n'a été avancée en 2025-2026 par le fonds de suppléance du Conseil du trésor.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements particuliers (PQ)

Étude des crédits 2026-2027

Question **07**

LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS, COMITÉS CONJOINTS, COMITÉS-CONSEILS, COMITÉS CONSULTATIFS, ACTIFS EN 2025-2026, DONT A FAIT PARTIE LE MINISTÈRE OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, FOURNIR UNE COPIE DE TOUT DOCUMENT PRODUIT, ET PRÉCISER :

- A. LE MANDAT;
- B. LES MEMBRES;
- C. LE BUDGET;
- D. LE NOMBRE DE RENCONTRES EFFECTUÉES EN 2025-2026;
- E. LES RÉSULTATS OBTENUS EN 2025-2026 ET LES PRÉVISIONS POUR 2026-2027.

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2025-2026
Comité mixte sur l'entente de communication des renseignements entre le Service correctionnel du Canada et le DPCP	Veiller au bon fonctionnement du protocole d'entente sur la communication des renseignements entre le Service correctionnel du Canada et le DPCP.	M ^e Annouck Balzer M ^e Nicolas Glendenning	1
Comité d'élaboration et de suivi du Plan d'action gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les personnes âgées 2022-2027 (PAM3)	Assurer le suivi de la mise en œuvre du Programme des aînés en maltraitance (PAM).	M ^e Frédérique Bouvier (jusqu'au 22 septembre 2025) M ^e Audrey Roy-Cloutier (jusqu'au 22 septembre 2025) M ^e Julie Pelletier (du 22 septembre au 3 novembre 2025) M ^e Ana-Marina Ionescu (depuis 22 septembre 2025) M ^e Maya Ducasse-Hathi (depuis 3 novembre 2025)	1

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2025-2026
Comité directeur ACCES construction	Contribuer, par des actions concertées, à accroître la conformité des entrepreneurs, des employeurs et des travailleurs du secteur de la construction à l'égard des diverses obligations légales auxquelles ils sont assujettis.	M ^e Karen Bédard M ^e Pierre-Luc Larouche	1
Comité des coordonnateurs ACCES alcool	Déterminer les meilleures pratiques en termes d'inspection et d'enquête et définir le cadre des poursuites qui seront soumises relativement aux lois en matière de boissons alcooliques.	M ^e Étienne Proteau	1
Comité tactique ACCES alcool	Coordonner l'implication des différents partenaires sur les mesures permettant d'assurer l'efficacité du programme visant à contrer l'économie souterraine.	M ^e Étienne Proteau	2
Comité ACCES cannabis	Rechercher des solutions permettant de rendre moins accessible le cannabis illicite.	M ^e Kathy Bergeron M ^e Marc-Olivier Vachon-Lavallée M ^e Marie-Ève Orlup M ^e Paul Mercier	2
Comité Actions concertées contre l'économie souterraine du Tabac (ACCES Tabac)	Coordonner l'implication des différents partenaires sur les mesures permettant d'assurer l'efficacité du programme visant à contrer l'économie souterraine du tabac.	M ^e Paul Mercier	2
Comité Actions concertées contre les crimes économiques et financiers (ACCEF)	Coordonner l'implication des différents partenaires sur les mesures permettant d'assurer l'efficacité du programme visant à contrer les crimes économiques et financiers.	M ^e Paul Mercier	2
Table ronde nationale des procureurs responsables de la surveillance de la police	Partager des informations et discuter des approches face aux problèmes émergents (questions juridiques, modifications législatives).	M ^e Catherine Chagnon M ^e Sarah Tridi M ^e Karine Therrien	1

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2025-2026
Comité interministériel - Radars photos	Le Comité fixe les orientations quant à la révision du modèle actuel, notamment en ce qui a trait aux stratégies d'opération, au traitement des infractions et au partage des rôles et responsabilités avec les municipalités qui souhaiteraient participer au programme.	M ^e Karen Bédard	5

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements particuliers (PQ)

Étude des crédits 2026-2027

Q uestion 08	<p>NOMBRE DE RENCONTRES FÉDÉRALES-PROVINCIALES-TERRITORIALES DES MINISTRES ET DES SOUS-MINISTRES DE LA JUSTICE EN 2025-2026. INDIQUER, POUR CHACUNE :</p> <p>A. LES COÛTS; B. LES DATES ET LIEUX; C. LES PERSONNES PRÉSENTES; D. LES SUJETS À L'ORDRE DU JOUR; E. LES RÉSULTATS OBTENUS ET LES PRÉVISIONS POUR 2025-2026 (INCLURE UNE COPIE DE TOUT RAPPORT ET DE TOUTE ENTENTE RENOUVELÉE); F. LES RENCONTRES INSCRITES À L'AGENDA POUR 2026-2027.</p>
----------------------------	---

Date	Lieux	Personnes présentes	Coût
16 au 18 juin 2025	Saint John	Denisa Chrastinova (virtuel)	0 \$
15 au 17 octobre 2025	Kananaskis	Denisa Chrastinova (virtuel)	0 \$

Les ordres du jour et les procès-verbaux sont confidentiels puisque ces rencontres se tiennent à huis clos.

Ces documents sont protégés en vertu des articles 18 et 19 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, puisqu'ils ont été obtenus d'un autre gouvernement ou sont constitués de renseignements dont la divulgation porterait vraisemblablement préjudice à la conduite de relations qu'entretient le gouvernement du Québec avec d'autres gouvernements.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements particuliers (PQ)

Études des crédits 2026-2027

Question **39**

LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2025-2026 À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, À DES PROFESSEURS DE DROIT OU À DES JUGES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT. PRÉCISER :

- A. LE NOM ET L'ADRESSE DU PROFESSIONNEL;
- B. LA DESCRIPTION DU MANDAT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION;
- C. LE COÛT HORAIRE ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT JUSQU'À MAINTENANT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;
- D. LES PRÉVISIONS DES COÛTS POUR 2026-2027 ET POUR L'ENSEMBLE DU MANDAT CONFIE;
- E. LE NOM DE L'ÉTUDE, DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL, LE CAS ÉCHÉANT;
- F. UNE COMPARAISON DU COÛT TOTAL DE CES MANDATS AVEC LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES, POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME.

La somme allouée à l'externe pour des mandats accordés à des avocats de la pratique privée, à des professeurs de droit ou à des juges s'élève à 185 586 \$¹. Les détails en lien avec les services rendus sont de nature confidentielle.

¹ La méthode de calcul a été ajustée afin de rendre compte des mandats juridiques qui ont été en cours pendant la période du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026 au lieu de compiler les mandats actifs en date du 31 janvier 2026.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements particuliers (PQ)

Études des crédits 2026-2027

Q uestion 64	AU 31 JANVIER 2026, LE NOMBRE DE SUBSTITUTS DU PROCUREUR GÉNÉRAL RELEVANT DU DPCP POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE.
----------------------------	---

District judiciaire	Nombre	Total district
QUÉBEC		125
Québec	56	
Bureau du directeur	1	
Secrétariat général	4	
Service de la gestion des biens saisis	8	
Direction des communications	2	
Bureau des mandats organisationnels	0	
Bureau des affaires pénales	20	
Bureau du service juridique	22	
Bureau des affaires de la jeunesse	7	
Bureau de la grande criminalité et des affaires spéciales	3	
Bureau de service-conseil	2	
CHARLEVOIX		2
La Malbaie	2	
MONTMAGNY		2
Montmagny	2	
BEAUCE		6
Saint-Joseph-de-Beauce	5	
Baie-Comeau	1	
RIMOUSKI		17
Matane	5	
Rimouski	7	
Bureau des mandats organisationnels	0	
Bureau des affaires pénales	2	
Bureau des affaires de la jeunesse	2	
Bureau de service-conseil	0	
Bureau du service juridique	1	
KAMOURASKA		10
Rivière-du-Loup	9	
Bureau des affaires pénales	0	
Bureau des affaires de la jeunesse	1	
Bureau des mandats organisationnels	0	
GASPÉ		6
Percé	4	
Bureau de service-conseil	2	
BONAVENTURE		5
New Carlisle	4	
Bureau des affaires pénales	1	
BAIE-COMEAU		5
Baie-Comeau	4	
Bureau des affaires pénales	1	
MINGAN		10
Sept-Îles	8	
Bureau des affaires de la jeunesse	2	

District judiciaire	Nombre	Total district
ROBERVAL Roberval Bureau des affaires de la jeunesse Bureau de service-conseil	7 1 1	9
CHICOUTIMI Saguenay Bureau des affaires pénales Bureau des affaires de la jeunesse Bureau de service-conseil	14 2 1 0	17
ALMA Alma Roberval Bureau de service-conseil	1 1 0	2
TROIS-RIVIÈRES Trois-Rivières Bureau des mandats organisationnels Bureau des affaires pénales Bureau du service juridique Bureau des affaires de la jeunesse Bureau de service-conseil	18 0 2 1 2 2	25
ARTHABASKA Victoriaville	5	5
SAINT-MAURICE La Tuque Shawinigan Bureau de service-conseil	2 7 0	9
DRUMMOND Drummondville Bureau de service-conseil	8 1	9
SAINT-FRANÇOIS Sherbrooke Bureau des mandats organisationnels Bureau des affaires pénales Bureau des affaires de la jeunesse Bureau de service-conseil Bureau du service juridique	19 0 2 3 1 1	26
BEDFORD Granby Bureau des affaires de la jeunesse Bureau des mandats organisationnels Bureau de service-conseil	12 1 0 2	15
FRONTENAC Thetford Mines	3	3
LONGUEUIL Longueuil Bureau des affaires pénales Bureau des affaires de la jeunesse Bureau de service-conseil	48 7 9 2	66
IBERVILLE Saint-Jean-sur-Richelieu Bureau de service-conseil	8 1	9
BEAUHARNOIS Salaberry-de-Valleyfield Bureau des affaires pénales Bureau des affaires de la jeunesse Bureau de service-conseil	21 2 3 1	27

District judiciaire	Nombre	Total district
RICHELIEU Sorel-Tracy Bureau de service-conseil Saint-Hyacinthe	5 2 1	8
SAINT-HYACINTHE Saint-Hyacinthe Bureau de service-conseil Bureau de la grande criminalité et des affaires spéciales	15 2 0	17
MONTRÉAL Amos* Montréal Bureau des mandats organisationnels Bureau des affaires pénales Bureau du service juridique Bureau des affaires de la jeunesse Bureau de la grande criminalité et des affaires spéciales Bureau de service-conseil Direction des communications Bureau du directeur	6 127 0 15 15 14 61 4 0 1	243
TERREBONNE Saint-Jérôme Bureau des affaires pénales Bureau des affaires de la jeunesse Bureau de service-conseil Laval	31 4 5 4 1	45
ABITIBI Amos Val-d'Or Bureau des affaires de la jeunesse Bureau de service-conseil Service de la gestion des biens saisis	14 9 1 2 1	27
LABELLE Maniwaki Mont-Laurier Bureau des affaires de la jeunesse	2 3 1	6
GATINEAU Gatineau Bureau des affaires pénales Bureau des affaires de la jeunesse Val-d'Or	32 2 3 1	38
ROUYN-NORANDA Rouyn-Noranda Bureau des affaires pénales Bureau des affaires de la jeunesse	8 2 1	11
LAVAL Laval Bureau des affaires pénales Bureau des affaires de la jeunesse Bureau du directeur Bureau de la grande criminalité et des affaires spéciales Bureau de service-conseil	26 4 3 0 2 0	35
JOLIETTE Joliette Bureau des affaires pénales Bureau des affaires de la jeunesse Bureau des mandats organisationnels Bureau de service-conseil	24 2 3 0 6	35
Grand Total	875	875

Les données sont extraites de SAGIR, en date du 31 janvier 2026. Elles incluent les procureurs en chef et les procureurs en chef adjoints

* Procureurs du bureau d'Amos travaillant à partir de Montréal.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements particuliers (PQ)

Études des crédits 2026-2027

Q uestion 65	POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, LE NOMBRE DE PROCUREURS AYANT DÉMISSIONNÉ. INDIQUER LES DÉPENSES LIÉES À LEUR DÉPART.
----------------------------	--

Pour 2025-2026, 14 procureurs ont démissionné. Aucun coût n'est relié à ces démissions.

Le nombre de démissions exclut les procureurs ayant démissionné en raison d'une nomination à titre de juge ou à un emploi supérieur pendant l'exercice 2025-2026.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements particuliers (PQ)

Études des crédits 2026-2027

Question **66**

**POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, LA LISTE DES PROCUREURS
CADRES AYANT FAIT L'OBJET D'UNE RÉAFFECTATION.**

Du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026, quatre procureurs-cadres ont fait l'objet d'une réaffectation, c'est-à-dire d'un changement d'unité administrative.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements particuliers (PQ)

Études des crédits 2026-2027

Question **67**

POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE, INDIQUER :

- A. NOMBRE DE PROCUREURS AYANT OBTENU UN CONGÉ POUR MALADIE OU ÉPUISEMENT PROFESSIONNEL;
- B. NOMBRE DE PROCUREURS AYANT OBTENU UN CONGÉ PARENTAL.

NOMBRE DE PROCUREURS EN FONCTION DU STATUT DE PAIE

Statut	2025-2026
Congé de maternité ¹	12
Congé sans salaire	35
Assurance-salaire	25
Total	72

Source : SAGIR au 31 janvier pour l'année 2025-2026.

¹ Il s'agit du nombre de procureures qui se trouvent en congé de maternité depuis moins que 22 semaines. Les personnes en « congé de maternité » à compter de la 22^e semaine sont inclus dans la catégorie « congé sans salaire ».

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements particuliers (PQ)

Études des crédits 2026-2027

<p>Question 69</p>	<p>POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE, LE NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT BÉNÉFICIÉ DE PROGRAMMES DE NON-JUDICIARISATION, EN INDIQUANT LES TYPES D'INFRACTION (VOLS, VOIES DE FAIT, ETC.)</p>
----------------------------------	--

Tableau statistique – Non-judiciarisation par type d'infraction¹

Infractions	Articles	Nombre ⁴	%
Vol d'un bien dont la valeur ne dépasse pas 5 000 \$	334b)(ii)	1652	51,30
Voies de fait	266b)	454	14,10
Proférer des menaces de causer la mort ou des lésions corporelles	264.1(1)a)(2)b)	353	10,96
Entrave à un agent de la paix	129a)e)	139	4,32
Méfait à l'égard de biens privés	430(1)a)(4)b) 430(1)b)(4)b) 430(1)c)(4)b) 430(1)d)(4)b)	136	4,22
Fraude à l'égard d'un bien dont la valeur ne dépasse pas 5 000 \$	380(1)b)(ii)	60	1,86
Bris de probation	733.1(1)b)	51	1,58
Agression armée	267a)	38	1,18
Contravention aux règlements des armes à feu	86(2)(3)b)	33	1,03
Possession de cannabis (<i>Loi sur le cannabis</i>)	8(1)a) 8(1)b) 8(1)e)	33	1,03
Harcèlement criminel	264(3)b)	32	0,99
Recel d'un bien dont la valeur ne dépasse pas 5 000 \$ ²	355b)(ii)	27	0,84
Proférer des menaces de brûler, détruire ou endommager des biens meubles ou immeubles/de tuer, empoisonner ou blesser un animal ou un oiseau qui est la propriété de quelqu'un	264.1(1)b)(3)b) 264.1(1)c)(3)b)	25	0,78
Introduction par effraction dans un dessein criminel relativement à un endroit autre qu'une maison d'habitation (intention de commettre un acte criminel) ³	348(1)a)e)	24	0,75
Infractions diverses	---	163	5,06
Total		3 220	100

¹ Le nombre de dossiers traités inclut les poursuivants agissant devant les cours municipales, à l'exception de la cour municipale de la Ville de Montréal (greffe no 850).

² Comparativement à l'an dernier, cette nouvelle infraction a été ajoutée dans le Tableau statistique – Non-judiciarisation par type d'infraction, soit « Recel d'un bien dont la valeur ne dépasse pas 5 000 \$ », en vertu du sous-alinéa 355b)(ii) du *Code criminel*.

³ Comparativement à l'an dernier, cette nouvelle infraction a été ajoutée dans le Tableau statistique – Non-judiciarisation par type d'infraction, soit « Introduction par effraction dans un dessein criminel relativement à un endroit autre qu'une maison d'habitation (intention de commettre un acte criminel) », en vertu des alinéas 348(1)a)e) du *Code criminel*.

⁴ Il s'agit du nombre de chefs d'accusation pour l'ensemble des dossiers non judiciarisés.

Statistiques relatives à la non-judiciarisation

District judiciaire	N° greffe	Nom du greffe	Total
Abitibi	605	Amos	3
	614	Baie-James et circuit intérieur	12
	170	Chibougamau	20
	640	Baie-d'Hudson	13
	620	La Sarre	6
	635	Baie d'Ungava	1
	625	Senneterre	5
	615	Val-d'Or	34
Total district			94
Alma	160	Alma	9
Total district			9
Arthabaska	415	Victoriaville	53
Total district			53
Baie-Comeau	655	Baie-Comeau	34
Total district			34
Beauce	350	Saint-Joseph-de-Beauce	29
Total district			29
Beauharnois	760	Salaberry-de-Valleyfield	94
Total district			94
Bedford	455	Cowansville	0
	460	Granby	81
Total district			81
Bonaventure	105	New-Carlisle	20
Total district			20
Charlevoix	240	La Malbaie	6
Total district			6
Chicoutimi	150	Chicoutimi	79
Total district			79
Drummond	405	Drummondville	35
Total district			35
Frontenac	235	Thetford Mines	5
Total district			5
Gaspé	115	Havre-Aubert	2
	110	Percé	19
	130	Sainte-Anne-des-Monts	8
Total district			29

District judiciaire	N° greffe	Nom du greffe	Total
Gatineau	550	Gatineau	532
Total district			532
Iberville	755	Saint-Jean-sur-Richelieu	35
Total district			35
Joliette	705	Joliette	102
Total district			102
Kamouraska	250	Rivière-du-Loup	24
Total district			24
Labelle	565	Maniwaki	12
	560	Mont-Laurier	15
Total district			27
Laval	540	Laval	447
Total district			447
Longueuil	505	Longueuil	255
Total district			255
Mégantic	480	Lac-Mégantic	5
Total district			5
Mingan	652	Cour itinérante	28
	650	Sept-Îles	51
Total district			79
Montmagny	300	Montmagny	9
Total district			9
Montréal	500	Montréal	110
Total district			110
Pontiac	555	Campbell's Bay	21
Total district			21
Québec	200	Québec	439
Total district			439
Richelieu	765	Sorel-Tracy	19
Total district			19
Rimouski	120	Amqui	7
	125	Matane	18
	135	Mont-Joli	0
	100	Rimouski	25
Total district			50

District judiciaire	N° greffe	Nom du greffe	
Roberval	155	Roberval	44
Total district			44
Rouyn-Noranda	600	Rouyn-Noranda	21
Total district			21
Saint-François	450	Sherbrooke	70
Total district			70
Saint-Hyacinthe	750	Saint-Hyacinthe	62
Total district			62
Saint-Maurice	425	La Tuque	15
	410	Shawinigan	68
Total district			83
Témiscamingue	610	Ville-Marie	6
Total district			6
Terrebonne	700	Saint-Jérôme	166
Total district			166
Trois-Rivières	400	Trois-Rivières	46
Total district			46

Source : données extraites du plumitif MJQ.

La période de référence pour l'étude des crédits 2026-2027 est du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026, soit la même que l'année précédente (mais plus courte que celle des autres années antérieures).

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements particuliers (PQ)

Étude des crédits 2026-2027

Question **70**

LA LISTE ET L'ÉTAT DES PRINCIPALES CAUSES PENDANTES EN MATIÈRE CRIMINELLE AU 31 JANVIER 2026.

Au 31 janvier 2026, 105 367 dossiers étaient actifs en matière criminelle. Le DPCP n'est pas en mesure de désigner parmi celles-ci, les causes qui devraient être considérées comme « principales » par rapport à l'ensemble des dossiers.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements particuliers (PQ)

Étude des crédits 2026-2027

Question **71**

STATISTIQUES SUR LE NOMBRE D'ACCUSÉS LIBÉRÉS À LA SUITE D'UNE REQUÊTE EN ARRÊT DES PROCÉDURES POUR DÉLAI DÉRAISONNABLE. INDiquer LE NOMBRE DE REQUÊTES PRÉSENTÉES, LE NOMBRE DE REQUÊTES ENTENDUES, LE NOMBRE DE PROCÈS ABANDONNÉS, LE NOMBRE DE DOSSIERS À RISQUE.

Cette question sera répondue par le ministère de la Justice du Québec, excepté à ce qui a trait aux procès abandonnés. Le Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) comptabilise manuellement le dépôt de *nolle prosequi*. Cette comptabilisation n'a pas de valeur statistique, mais sert à observer des tendances.

Pour la période du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026, le DPCP a déposé 100 *nolle prosequi* en raison des délais judiciaires en matière criminelle. Il est à noter qu'un même accusé peut être visé par plus d'un *nolle prosequi*, parfois en lien avec des infractions découlant du même événement.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements particuliers (PQ)

Études des crédits 2026-2027

Question 72

NOMBRE DE RENCONTRES DU COMITÉ FÉDÉRAL-PROVINCIAL DES POURSUIVANTS EN 2025-2026. FOURNIR TOUT DOCUMENT DÉPOSÉ ET INDIQUER :

- A. LES COÛTS;
- B. LES DATES ET LIEUX;
- C. LES PERSONNES PRÉSENTES;
- D. LES SUJETS À L'ORDRE DU JOUR.

Numéro de C.T.	Demandeur	Raison de la rencontre	Coût réel
R-01-2025	Bureau du directeur	Comité des Chefs des poursuites pénales du Canada	4 376 \$

Les documents en lien avec ces rencontres sont confidentiels puisque ces rencontres se tiennent à huis clos. Ceux-ci sont protégés en vertu de l'article 19 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, puisqu'ils sont formés de renseignements dont la divulgation porterait vraisemblablement préjudice à la conduite de relations qu'entretient le gouvernement du Québec avec d'autres gouvernements.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements particuliers (PQ)

Études des crédits 2026-2027

Question **74**

COPIE DES AVIS JURIDIQUES FOURNIS PAR LE DPCP À L'UPAC DANS LE CADRE DE L'ENQUÊTE MÂCHURER.

Les avis juridiques fournis en cours d'enquête sont confidentiels puisqu'ils sont visés par le secret professionnel que tout avocat se doit de respecter. Par conséquent, le Directeur des poursuites criminelles et pénales ne peut fournir d'informations supplémentaires sur la teneur de l'avis juridique qui a été donné à l'Unité permanente anticorruption.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements particuliers (PQ)

Étude des crédits 2026-2027

Question **75**

POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, INDIQUER LE NOMBRE DE DOSSIERS QUI N'ONT PAS FAIT L'OBJET D'ACCUSATIONS PAR LE DPCP.

En 2025-2026, le Directeur des poursuites criminelles et pénales a reçu :

- 114 871 demandes d'intenter des procédures (DIP) en matière criminelle. De ce nombre, en date du 31 janvier 2026, 30 721 DIP ont été refusées.
- 16 478 DIP en vertu de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*. De ce nombre, en date du 31 janvier 2026, 2 810 DIP ont été refusées.

Ces données proviennent du Système informatisé des poursuites publiques (SIPP) ainsi que du système Adolescents (LSJPA), lesquels n'ont pas été conçus pour produire des statistiques, mais plutôt pour répondre à des besoins opérationnels. Ainsi, il peut y avoir une marge d'erreur.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements particuliers (PQ)

Étude des crédits 2026-2027

Question **78**

LISTE DES POURSUITES INTENTÉES PAR LE DPCP À LA SUITE DES VÉRIFICATIONS OU DES ENQUÊTES EFFECTUÉES PAR LE MAMH OU LA COMMISSION MUNICIPALE AUPRÈS DES MUNICIPALITÉS, D'ÉLUS OU DE FONCTIONNAIRES MUNICIPAUX.

Au cours de l'année 2025-2026, aucun rapport d'infraction général n'a été soumis par la Commission municipale du Québec au Bureau des affaires pénales pour analyse. Quant au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, aucun dossier n'a été porté à l'attention du Directeur des poursuites criminelles et pénales.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements particuliers (PQ)

Étude des crédits 2026-2027

Question **79**

POUR 2025-2026, INDIQUER LES SOMMES INVESTIES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE ET LES SOMMES PRÉVUES POUR L'ANNÉE 2026-2027. ÉTAT DE SITUATION, AU 31 JANVIER 2026, DE SA MISE EN ŒUVRE.

Le 28 octobre 2016, le gouvernement du Québec, en collaboration avec le ministère de la Justice du Québec et les partenaires, a lancé la *Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021 (Stratégie VS 2016-2021)*. Cette stratégie comportait 55 actions dont le principal objectif était d'apporter des solutions novatrices aux problématiques en matière d'agressions sexuelles et d'exploitation sexuelle.

La *Stratégie VS 2016-2021* a été prolongée jusqu'au 19 juin 2022, veille du lancement de la *Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027 (Stratégie SIV 2022-2027)*.

Le Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP), dans le cadre de la plus récente *Stratégie SIV 2022-2027*, est porteur de la mesure suivante : Augmenter au sein du DPCP le nombre d'effectifs affectés aux dossiers en matière de violence sexuelle (action 26). Cette mesure a permis l'embauche de 20 procureurs aux poursuites criminelles et pénales (procureurs) et de 13 membres du personnel administratif, en plus de la prolongation de 11 postes en violence sexuelle, dont 10 postes de procureurs ont été pérennisés, pour un total de 44 postes (action 26).

Pour l'année 2025-2026, un budget de 7 821 400 \$ a été octroyé au DPCP en lien avec la mise en place de la *Stratégie SIV 2022-2027*.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements particuliers (PQ)

Étude des crédits 2026-2027

Question **85**

NOMBRE DE PROCUREURS EMBAUCHÉS OU SÉLECTIONNÉS POUR RÉPONDRE AUX BESOIN DU TRIBUNAL SPÉCIALISÉ POUR LES VICTIMES DE VIOLENCE SEXUELLE OU CONJUGALE.

Au 31 janvier 2026, voici la ventilation des postes octroyés pour l'implantation des tribunaux spécialisés dans les districts déployés :

- District judiciaire de Beauharnois :
 - Bureau de l'Ouest du Québec, point de service de Salaberry-de-Valleyfield : un (1) poste de procureur en chef adjoint, quatre (4) postes de procureur et un (1) poste de soutien administratif
- District judiciaire de Bedford :
 - Bureau du Sud du Québec, point de service de Granby : deux (2) postes de procureur et un (1) poste de soutien administratif
- District judiciaire de Drummond :
 - Bureau du Sud du Québec, point de service de Drummondville : deux (2) postes de procureur et un (1) poste de soutien administratif (à noter qu'un (1) des postes de procureur a été autofinancé)
- District judiciaire de Saint-Maurice :
 - Bureau du Centre-du-Québec, point de service de La Tuque : un (1) poste de procureur
- District judiciaire de Québec :
 - Bureau de Québec, point de service de Québec : trois (3) postes de procureur et un (1) poste de soutien administratif
- District judiciaire de Laval :
 - Bureau du Centre-du-Québec, point de service de Laval : un (1) poste de procureur
- District judiciaire de Saint-François :
 - Bureau du Sud du Québec, point de service de Sherbrooke : deux (2) postes de procureur (dont un initialement prévu à Lac-Mégantic)
- District de Montmagny :
 - Bureau de Québec, point de service de Montmagny : un (1) poste de procureur
- District judiciaire de Mingan :
 - Bureau de l'Est du Québec, point de service de Sept-Îles : un (1) poste de procureur
- District judiciaire de Chicoutimi :
 - Bureau de Québec, point de service de Saguenay : un (1) poste de procureur et un (1) poste de soutien administratif (poste initialement prévu à Alma)
- District judiciaire de Kamouraska :
 - Bureau de l'Est- du Québec, point de service de Rivière-du-Loup : un (1) poste de procureur et un (1) poste de soutien administratif
- District judiciaire de Rimouski :
 - Bureau de l'Est du Québec, point de service de Rimouski : un (1) poste de procureur
- District judiciaire de Gaspé :
 - Bureau de l'Est du Québec, point de service de Percé : un (1) poste de soutien administratif

SUITE – PQ 85

- District judiciaire de Saint-Maurice :
 - Bureau du Centre-du-Québec, point de service de Shawinigan : un (1) poste de procureur
- District judiciaire de Trois-Rivières :
 - Bureau du Centre-du-Québec, point de service de Trois-Rivières : deux (2) postes de procureur et un (1) poste de soutien administratif
- District judiciaire de Richelieu :
 - Bureau du Sud du Québec, point de service de Sorel-Tracy : un (1) poste de procureur
- District judiciaire de Saint-Hyacinthe :
 - Bureau du Sud du Québec, point de service de Saint-Hyacinthe : deux (2) postes de procureur et un (1) poste de soutien administratif
- District judiciaire de Beauce :
 - Bureau de Québec, point de service de Saint-Joseph-de-Beauce : un (1) poste de procureur et un (1) poste de soutien administratif
- District judiciaire d'Iberville :
 - Bureau du Sud du Québec, point de service de Saint-Jean-sur-Richelieu, un (1) poste de procureur et un (1) poste de soutien administratif
- District judiciaire d'Abitibi :
 - Bureau du Nord-du-Québec, point de service d'Amos : un (1) poste de procureur* et un (1) poste de soutien administratif
- District de Rouyn-Noranda :
 - Bureau du Nord-du-Québec, point de service de Rouyn : un (1) poste de procureur* et un (1) poste de soutien administratif
- District de Montréal :
 - Bureau de Montréal, point de service de Montréal : six (6) postes de procureurs* et deux (2) postes de soutien administratif
- District de Frontenac :
 - Bureau de Québec, point de service de Thetford Mines : un (1) poste de procureur*
- District d'Arthabaska :
 - Bureau du Centre-du-Québec : un (1) poste de procureur* et un (1) poste de soutien administratif
- District de Joliette :
 - Bureau du Centre-du-Québec : un (1) poste de procureur* et un (1) poste de soutien administratif
- District de Roberval :
 - Bureau de Québec, point de service de Roberval : un (1) poste de procureur*
- District de Terrebonne :
 - Bureau du Centre du Québec, point de service de Saint-Jérôme : un (1) poste de soutien administratif

Note : les postes suivis d'un astérisque (*) ont été attribués à des procureurs déjà à l'emploi des bureaux soit par affectation, soit par le renouvellement d'un contrat existant.

Au 31 janvier 2026, trois (3) postes de soutien administratif sont vacants.

Les dépenses réelles pour les tribunaux spécialisés au 31 janvier 2026 sont de 6 532 972 \$.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements particuliers (PQ)

Études des crédits 2026-2027

Question **90**

LISTE DES DOSSIERS REJETÉS PAR LE DPCP EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE OU CONJUGALE DEPUIS TROIS ANS.

Le Directeur des poursuites criminelles et pénales ne peut fournir la liste des dossiers en matière de violence sexuelle (VS) et de violence conjugale (VC) ayant fait l'objet d'une décision de refus d'intenter des procédures par un procureur aux poursuites criminelles et pénales. Le DPCP ne peut identifier les personnes qui ont fait l'objet d'une dénonciation et qui n'ont pas été accusées, et ce, en raison des obligations en matière de protection des renseignements personnels, des règles de confidentialité concernant les dossiers d'enquêtes et du droit à la protection de la réputation.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements particuliers (PQ)

Étude des crédits 2026-2027

Q uestion 99	NOMBRE D'ACCUSATIONS PORTÉES PAR LE DPCP POUR DES CRIMES HOMOPHOBES OU TRANSPHOBES AU COURS DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES.
----------------------------	--

Information non disponible.

Il n'existe pas d'infraction visant spécifiquement l'homophobie ou la transphobie au Code criminel. De plus, aucun code statistique permet une extraction au Système informatisé des poursuites publiques.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements particuliers (PQ)

Étude des crédits 2026-2027

Question **116**

AU COURS DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, LISTE DES CAUSES PORTÉES EN APPEL PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL.

Le Directeur des poursuites criminelles et pénales ne porte pas de causes en appel au nom du Procureur général.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements particuliers (PQ)

Études des crédits 2026-2027

<p>Question 124</p>	<p>NOMBRE DE POURSUITES, PAR RÉGION, INTENTÉES EN 2025-2026 PAR LE DPCP RELATIVEMENT À DES INFRACTIONS À LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE (RLRQ CHAP. C.-11), INCLUANT LE TABLEAU DES RÉSULTATS ET LA VENTILATION PAR ARTICLE.</p>
-----------------------------------	---

Au cours de l'année 2025-2026, 21 poursuites ont été intentées (constats d'infraction signifiés) par le Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) relativement à des infractions à la *Charte de la langue française* (RLRQ, c. C-11).

Charte de la langue française

<i>Ventilation par article de la Charte de la langue française</i>	
Article	Nombre de poursuites intentées (Constats d'infraction signifiés)
205	21
Total	21

Article 205 : *Défaut de se conformer à une ordonnance rendue par L'Office québécois de la langue française.*

Suivi des constats d'infraction signifiés	
Résultat	Nombre
Plaidoyer de culpabilité	1
Procès	17
Prêt à transférer à la cour	1
Délai plaidoyer/paiement ¹	2
Total	21

¹ Le défendeur a 30 jours, après la signification du constat d'infraction, pour transmettre son plaidoyer ou son paiement (art. 160 du *Code de procédure pénale* (RLRQ, c. C-25.1)).

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements particuliers (PQ)

Étude des crédits 2026-2027

Question **126**

CONCERNANT LA LUTTE À LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE, FOURNIR :

- A. UNE VENTILATION DES BUDGETS ALLOUÉS POUR COMBATTRE LE PHÉNOMÈNE DE LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE EN 2025-2026; PRÉVISIONS POUR 2026-2027;
- B. LE BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION 2018-2023.

1. PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE 2018-2023

- Le Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) s'est vu allouer des sommes représentant l'ajout de 25 ressources (20 procureurs, 1 technicien juridique et 4 employés de soutien). À l'annonce budgétaire 2023-2024, on a confirmé la pérennisation de ces 25 ressources. Au 31 janvier 2026, les dépenses réelles découlant de ces postes sont de 4 151 135 \$.

2. STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE INTÉGRÉE POUR CONTRER LA VIOLENCE SEXUELLE, LA VIOLENCE CONJUGALE ET REBÂTIR LA CONFIANCE 2022-2027 (SIV)

- Le *Plan d'action VC 2018-2023* n'a pas été renouvelé en 2023. La *SIV 2022-2027* consolide désormais la réponse gouvernementale au rapport *Rebâtir la confiance*, en plus d'assurer le renouvellement de la Stratégie violence sexuelle et la mise en œuvre d'actions complémentaires en matière de violence conjugale.
 - Dans le cadre de la *SIV 2022-2027*, le DPCP est porteur de la mesure suivante : Augmenter au sein du DPCP le nombre d'effectifs affectés aux dossiers en matière de violence sexuelle (action 26).
 - Cette mesure a permis l'embauche de 20 procureurs aux poursuites criminelles et pénales (procureurs) et de 13 membres du personnel administratif, en plus de la prolongation de 11 postes en violence sexuelle, dont 10 postes de procureurs ont été pérennisés, pour un total de 44 postes (action 26).
 - Pour l'année 2025-2026, un budget de 7 821 400 \$ a été octroyé au DPCP en lien avec la mise en place de la *SIV 2022-2027*.

3. PLAN D'ACTION SPÉCIFIQUE POUR PRÉVENIR LES SITUATIONS DE VIOLENCE CONJUGALE À HAUT RISQUE DE DANGÉROSITÉ ET ACCROÎTRE LA SÉCURITÉ DES VICTIMES 2020-2025

En raison de son mandat de poursuivant public, le DPCP n'est pas porteur de mesures dans le cadre de ce plan qui vise la prévention des situations de violence conjugale. Il collabore toutefois à plusieurs d'entre elles, soit :

Action 2 : Produire un aide-mémoire à l'intention des services policiers concernant l'engagement de ne pas troubler l'ordre public prévu à l'article 810 du *Code criminel* et s'assurer que les victimes ont accès à de l'information juste et fiable quant aux limites de ce recours

En juillet 2021, en plus de l'appui offert au ministère de la Sécurité publique dans la rédaction de leur aide-mémoire à l'intention des services de police, le DPCP a publié sur le site Québec.ca de l'information juridique pertinente à l'intention des personnes victimes sur l'article 810 du *Code criminel*. Cette information a été mise à jour en décembre 2023 et en septembre 2025 pour y ajouter l'information juridique pertinente concernant le nouvel article 810.03 du *Code criminel*.

Action 10 : Étendre à quatre régions supplémentaires le Service d'évaluation des conjoints violents au stade de la mise en liberté provisoire

Le Service d'évaluation des conjoints violents est disponible dans toutes les régions du Québec depuis juin 2021 et le DPCP en a informé l'ensemble des procureurs en réitérant l'importance de son utilisation.

Action 14 : Mener une étude de faisabilité quant à l'implantation de bracelets antirapprochements comme moyen de prévention des homicides conjugaux

L'étude de faisabilité a été déposée en avril 2021 et les travaux du comité aviseur sont terminés. Actuellement, les bracelets antirapprochements sont déployés sur l'ensemble du territoire du Québec.

4. MESURES DIVERSES

Féminicides :

- En 2021, le Secrétariat du Conseil du trésor a autorisé au DPCP un rehaussement de sa cible d'heures rémunérées et de crédits de façon pérenne, afin de permettre la mise en place pour tous les points de services, à l'exception de la cour itinérante, d'un système de poursuite verticale en matière de violence conjugale et de violence sexuelle, en plus d'améliorer l'accompagnement des personnes victimes.
 - Cet investissement a permis d'embaucher 35 nouveaux procureurs à l'automne 2021 et 10 autres en 2023. Le 21 mars 2023, l'annonce de la pérennisation de ces postes a assuré une continuation dans l'élaboration des bonnes pratiques régionales. La poursuite verticale est maintenant mise en œuvre dans tous les points de service, à l'exception de la cour itinérante.
 - Le budget autorisé pour l'exercice 2025-2026 est de 10 106 200 \$.

Directives :

- À la suite des différentes recommandations en lien avec la violence conjugale et la violence sexuelle, le DPCP a apporté plusieurs modifications à ses directives en vue d'assurer les meilleures pratiques auprès des victimes, notamment :
 - L'instauration des principes de la poursuite verticale, du traitement prioritaire des dossiers et de confier les dossiers à des procureurs ayant suivi une formation spécifique en la matière, l'ajout de la notion de « contrôle coercitif » dans l'interprétation de l'expression « violence conjugale ».
 - La possibilité pour le procureur de requérir le port d'un dispositif de surveillance à distance sous réserve du résultat d'une analyse de faisabilité et du consentement de la personne victime dans le cadre de la mise en liberté provisoire.
 - Le renforcement du processus d'autorisation d'une entente sur le plaidoyer par le procureur en chef lorsque le décès d'une victime survient dans un contexte de violence conjugale et préciser que le procureur doit s'assurer qu'une telle entente reflète adéquatement le caractère socialement inacceptable des infractions de cette nature.

Mise en œuvre des recommandations issues du rapport *Rebâtir la confiance* (Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale) :

- Le DPCP est responsable de la mise en œuvre de certaines recommandations en matière de violence conjugale émanant du rapport *Rebâtir la confiance* et il collabore aussi à la mise en œuvre de recommandations additionnelles qui sont sous la responsabilité de partenaires ministériels.
- Pour souligner le 5^e anniversaire du rapport, le « Tableau de suivi des recommandations du rapport *Rebâtir la confiance* mises en œuvre par le DPCP » a été publié le 15 décembre 2025 sur Québec.ca.

Étranglements en contexte de violence conjugale (Protocole étranglement) :

- Pour faire suite au protocole sur l'étranglement, lancé par le DPCP et le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), bonifiant ainsi les interventions policières et judiciaires lors de l'évaluation et de l'enquête de l'infraction d'étranglement d'un partenaire intime, le DPCP a modifié sa directive VIO-1 en décembre 2025 pour inclure un facteur incitant les procureurs à prendre en considération la dangerosité intrinsèque du geste d'étranglement lors de la prise de position sur la mise en liberté provisoire. Depuis 2025, des formations en matière de lutte à l'étranglement ont été offertes à plusieurs services de police et à des procureurs spécialisés en violence conjugale.

Officiers publics désignés :

- Des procureurs agissent comme officiers publics aux fins de l'application des articles 1974.1 et 603.1 du Code civil du Québec. Le premier article vise la résiliation d'un bail résidentiel en raison d'une situation de violence sexuelle ou conjugale, alors que le second a pour but de faciliter l'accès aux soins pour des enfants mineurs dans un contexte de violence familiale, y compris conjugale.

Comités, partenariats et formations externes :

- Le DPCP travaille en étroite collaboration avec l'ensemble des partenaires impliqués dans le traitement judiciaire de la violence conjugale en participant à divers comités, forums, séances de formation, conférences et tables de concertation. Il participe notamment à la formation des corps de police autochtones.

Tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale :

- Le DPCP a participé activement aux travaux entourant la présentation et l'étude du projet de loi 92 – Loi visant la création d'un tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale. Il a ensuite collaboré au déploiement des projets pilotes et participe maintenant à l'instauration des tribunaux permanents.

Formation interne :

- Le DPCP offre le *Programme d'intégration à la fonction de procureur aux poursuites criminelles et pénales* :
 - Dans le cadre de ce programme, un volet est dédié aux meilleures pratiques quant à l'accompagnement des personnes victimes en matière de violence conjugale.
 - De plus, une formation obligatoire d'une durée de 15 heures est dispensée à tous les procureurs susceptibles de traiter des dossiers de violence conjugale. Les procureurs bénéficient par ailleurs d'une formation spécialisée portant sur le contrôle coercitif (19 février et 26 mars 2026).

Information aux personnes victimes :

- Le DPCP a participé à l'élaboration et à la publication de divers outils d'information pour les personnes victimes de violence conjugale, notamment la création du napperon sur la détection du contrôle coercitif, lequel a été distribué à tous les corps policiers du Québec. Par ailleurs :
 - Une formation sur les particularités du processus judiciaire en matière de violence conjugale a été présentée au réseau de l'Alliance des maisons d'hébergement de deuxième étape ainsi qu'aux ressources d'aide et d'hébergement pour les victimes provenant des réalités ethnoculturelles;
 - De l'information destinée aux personnes victimes d'actes criminels est également disponible sur le site Québec.ca,
 - Le contenu juridique des 10 fiches d'informations destinées aux personnes victimes et aux intervenants a été mis à jour en collaboration avec l'Association québécoise Plaidoyer–Victimes;
 - Des procureurs de toutes les régions du Québec ont participé le 26 novembre 2025 à l'Opération nationale concertée en prévention de la violence entre partenaires intimes (initiative de la Sûreté du Québec), dans le cadre des Journées d'action contre la violence faite aux femmes;
 - Le DPCP, tout en faisant la promotion de sa [Ligne info DPCP violence conjugale et sexuelle](#), a pu rappeler à la population tout ce qu'il met en œuvre pour accompagner les victimes de violence conjugale dans le processus judiciaire. Les procureurs ont également parlé de leur rôle essentiel dans la société et démystifié le processus judiciaire en répondant aux questions du public.

Ligne Info DPCP violence conjugale et sexuelle (1 877 547-DPCP)

- Le DPCP a mis sur pied en avril 2018 une ligne de renseignements destinée aux personnes victimes de violence sexuelle hésitant à porter plainte et aux organismes venant en aide à ces personnes.
 - Depuis décembre 2022, ce service est aussi accessible aux personnes victimes de violence conjugale ainsi qu'aux intervenants qui les soutiennent.
 - Depuis la mise en service de la ligne, 4 310 appels ont été comptabilisés.
 - 1 059 appels ont été comptabilisés pour la période du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements particuliers (PQ)

Études des crédits 2026-2027

Question **139**

ÉTAT DE SITUATION, INCLUANT LES SOMMES BUDGÉTÉES ET DÉPENSÉES EN 2026-2027, DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN « PLAN POUR MODERNISER LE SYSTÈME DE JUSTICE 2025-2026 ».

Le 24 avril 2018, le gouvernement du Québec annonçait le lancement d'un projet pour transformer la justice par l'adoption du Plan pour moderniser le système de justice (PMSJ), lequel s'articulait autour de trois axes : instaurer des pratiques innovantes, mettre la justice à l'heure des nouvelles technologies et communiquer efficacement l'information entre les principaux partenaires. Le ministère de la Justice du Québec (MJQ) agit à titre de maître d'œuvre dans la gouvernance de ce plan, avec la collaboration du Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP), du ministère de la Sécurité publique et de la Société québécoise d'information juridique.

Le DPCP, en plus d'avoir collaboré à la révision du programme de mesures de rechanges et autres solutions de rechange aux procédures traditionnelles, il était porteur de la mise en œuvre de plusieurs mesures.

Mesures réalisées par le DPCP

- Programme de traitement non-judiciaire;
- Mise en place de différentes pratiques favorisant la négociation avant l'audience au pénal;
- Lignes directrices en matière de divulgation de la preuve pour les services de police;
- Formation des procureurs aux poursuites criminelles et pénales (procureurs) sur les directives;
- Programme « Offre de règlement rapide »;
- Assurer la disponibilité des procureurs en dehors des salles de cour;
- Déploiement d'un logiciel de formation en ligne pour les procureurs.

Programme GESTE

Plus spécifiquement, le système APPUI a pour objectif de :

- Recevoir numériquement une demande d'intenter des procédures ainsi que les documents de preuve qui y sont associés;
- Permettre aux procureurs de faire une analyse à partir du dossier numérique qui lui a été transmis et de prendre une décision sur l'autorisation d'intenter des procédures;
- Produire des documents (dénonciations, offres de règlement rapide, avis de refus d'intenter des procédures, lettres de non-judiciarisation, actes d'accusation, etc.);
- Divulguer numériquement la preuve à l'aide d'une solution sécuritaire intégrée.

Ce programme regroupe plusieurs projets :

- Le premier projet « Réception et analyse des demandes d'intenter des procédures » s'est quant à lui terminé le 31 août 2020. Celui-ci a permis de mettre en place les infrastructures et le développement des versions de base des solutions d'affaires;
- Le deuxième projet « Décision et dossier de poursuite » s'est terminé le 10 juillet 2022. Ce projet visait l'ajout de fonctionnalités, la conception du dossier de cour numérique, la production des documents légaux et l'intégration d'une solution sécuritaire de divulgation numérique de la preuve;
- Le troisième projet « Déploiement des solutions d'affaires – Volet criminel » visait à déployer les solutions développées. Ce projet a été suspendu au [Tableau de bord des projets en ressources informationnelles du gouvernement du Québec](#) puisque le déploiement des solutions d'affaires exigeait une révision des efforts en matière de concertation et de coordination avec les parties prenantes concernées. La diversité de l'écosystème technologique et l'arrimage avec les projets des partenaires présentent un défi important pour la réalisation de la transformation numérique du DPCP. Par ailleurs, des travaux de stabilisation des solutions et de rehaussement technologique étaient nécessaires en vue du déploiement des solutions et ainsi assurer leur non-obsolésence et leur sécurité. Aussi, un moratoire est en place sur l'utilisation des solutions, alors que des analyses sont en cours en collaboration entre le DPCP et le MJQ afin d'obtenir une confirmation que les solutions peuvent atteindre un niveau de stabilité, de disponibilité, de fiabilité, de performance et de sécurité suffisant ainsi qu'une évaluation des travaux requis sur le plan technologique pour en permettre le déploiement.

Utilisation des budgets* en k\$

2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026	TOTAL*
3 010,9	8 939,2	7 410,4	8 580,1	9 517,5	15 714,7	13 086,6	812,6	67 072,1

*Dépenses réelles en date du 31 janvier 2026.